

Dreizehnte Sitzung – Treizième séance

Donnerstag, 21. März 2013

Jeudi, 21 mars 2013

08.15 h

12.017

1:12 – Für gerechte Löhne. Volksinitiative

1:12 – Pour des salaires équitables. Initiative populaire

Zweitrat – Deuxième Conseil

Botschaft des Bundesrates 18.01.12 (BBl 2012 637)

Message du Conseil fédéral 18.01.12 (FF 2012 503)

Nationalrat/Conseil national 27.09.12 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 27.09.12 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 21.03.13 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 22.03.13 (Schlussabstimmung – Vote final)

Ständerat/Conseil des Etats 22.03.13 (Schlussabstimmung – Vote final)

Text des Erlasses (BBl 2013 2473)

Texte de l'acte législatif (FF 2013 2205)

Il presidente (Lombardi Filippo, presidente): Vi do il benvenuto a questa tredicesima seduta della sessione primaverile 2013. Mi è stata posta la domanda della ragione della presenza odierna della bandiera dell'Unione europea sul nostro palazzo. E dovuta alla visita del presidente del Parlamento europeo Martin Schulz.

Graber Konrad (CE, LU), für die Kommission: Die Volksinitiative «1:12 – Für gerechte Löhne» wurde am 21. März 2011 mit 113 005 gültigen Unterschriften eingereicht. Sie verlangt, dass niemand in einem Jahr weniger verdient als der bestbezahlte Manager im gleichen Unternehmen in einem Monat. Dazu soll in der Verfassung ein Artikel verankert werden, gemäss dem in einem Unternehmen der höchste bezahlte Lohn nicht höher sein darf als das Zwölfwache des tiefsten Lohnes.

In der Kommission hat der Bundesrat auf die bereits ergriffenen gesellschaftspolitischen Massnahmen verwiesen, die dazu führen, dass sich die Salärschere nicht zu stark öffnet. Insbesondere wurde auf Folgendes hingewiesen: erstens auf die aktienrechtlichen Bestimmungen zur Corporate Governance, die ständig ausgebaut werden, und zweitens auf Massnahmen auf Gesetzesebene bei der Umsetzung der Volksinitiative «gegen die Abzockerei». Die Kommissionssitzung fand vor der Abstimmung über diese Initiative statt, es wurde deshalb noch offengelassen, ob damit Massnahmen gemäss dem Verfassungstext der Initiative oder gemäss dem Gesetzestext des indirekten Gegenvorschlages gemeint sind; aber immerhin sind das massgebliche Bestimmungen. Drittens wurde vor allem zum Bankenbereich auf die Weisung der Finma vom 21. Oktober 2009 betreffend Entlöhnungssysteme hingewiesen.

Vonseiten der Kommission wurde vor allem betont, dass es nicht Aufgabe der Politik sei, sich in die Lohnpolitik der Unternehmen einzumischen. Die Kompetenz dazu liege bei den Eigentümern. Zudem wurde die Frage gestellt, weshalb der richtige Faktor 12 sei und nicht beispielsweise 10, 8 oder 15. Das wird nirgends begründet.

Es wurde auch die Befürchtung geäussert, dass wir mit einer solchen Regulierung letztlich dem Arbeitsplatz Schweiz, dem Fiskus, der AHV und der ALV schaden würden und dass diese somit zum Eigentor für viele etablierte Institutio-

nen der Schweiz werden würde. Dabei ist zu beachten, dass nichtbezahlte Löhne zu einer Erhöhung der Gewinne der Unternehmen führen. Und da der Gewinnsteuersatz von Unternehmen in der Regel tiefer liegt als der Steuersatz für Einkommen natürlicher Personen, entsteht weniger Steuersubstrat. Auch werden auf Gewinnen von juristischen Personen bekanntlich keine Sozialabgaben, also keine AHV-, ALV- und EO-Abgaben, geleistet. Wenn man diese Initiative zu Ende denkt, kommt man zum Schluss, dass Bund, Kantone, Gemeinden und Sozialwerke somit tiefere Einnahmen zu verzeichnen hätten.

Letztlich wurde auch die Befürchtung geäussert, dass sich gute Leute verschieben und die Firmen gute Leute ins Ausland verlieren würden. Während die Volksinitiative «gegen die Abzockerei» vor allem Massnahmen im Bereich der Corporate Governance und speziell im Kompetenzbereich der Eigner, Aktionärinnen und Aktionäre sieht, handelt es sich bei dieser Initiative um einen handfesten Eingriff in das Wirtschaftssystem. Mindestlöhne und Maximalbezüge passen nicht in eine liberale Marktordnung. Dabei ist darauf hinzuweisen, dass der Lebensstandard der Arbeitnehmer sich letztlich aus dem verfügbaren Einkommen ergibt. Der Lohn ist dabei eine wichtige, aber nicht die einzige Komponente. Unser Staat strebt bekanntlich mit dem Steuersystem und mit zahlreichen Transferleistungen im sozialen Bereich einen Ausgleich der Einkommensverteilung an. Eine Annahme der Initiative gäbe vermutlich auch Druck auf diese anderen Bereiche.

Ich verzichte auf die Darstellung der Argumente der Minderheit, die sich ja im Nachgang bestimmt noch äussern wird. Die Mehrheit der Kommission hat sich im Verhältnis von 7 zu 4 Stimmen an den Beschluss des Nationalrates angelehnt und bittet Sie, die Volksinitiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Levrat Christian (S, FR): Je vous prie d'accepter cette initiative populaire. Dire que j'ai grand espoir de voir ma proposition de minorité retenue par notre conseil serait certainement exagéré, mais il me semble qu'elle mérite un débat.

Comme moi, vous aurez constaté une forme d'insatisfaction dans la population; une insatisfaction qui s'est exprimée par l'acceptation de l'initiative contre des salaires abusifs le 3 mars 2013 par presque 70 pour cent des votants. Pour être honnête, je crois que le titre de cette initiative, «Abzocker-Initiative», n'est pas étranger à ce succès: beaucoup entendaient donner le signal qu'il convenait de limiter les revenus des top managers et pas uniquement de renforcer les droits des actionnaires.

Pourquoi cette insatisfaction ou, pour le formuler avec les mots du président du Parti libéral-radical, cette «militance» du peuple? D'aucuns considèrent qu'il ne s'agit que des conséquences d'une campagne maladroite et accablent, on le voit depuis deux semaines, Economiesuisse et sa stratégie de communication. Pardonnez-moi de considérer qu'il n'en est rien. C'est une politique qui est rejetée; une politique qui refuse de voir que les inégalités en Suisse s'aggravent, une politique qui a laissé quelques prédateurs fixer leur propre salaire annuel sans aucun lien avec la situation des entreprises qu'ils dirigent. Mais, il s'agit aussi, et c'est évidemment la cause principale du mécontentement de la population, d'une politique qui voit stagner en parallèle les salaires de la classe moyenne et des milieux populaires qui voient reculer leur pouvoir d'achat grignoté par l'augmentation des loyers et des primes d'assurance-maladie.

Pour être concret, selon les chiffres relevés par l'USS, la productivité a augmenté depuis 1998 de 20 pour cent. On aurait pu attendre que les revenus suivent une courbe similaire. Il n'en a rien été, ou plutôt pas pour tous. Le décile le plus élevé a augmenté durant cette période de 33 pour cent, les salaires de la classe moyenne de 6 pour cent, ceux les plus bas de 9 pour cent, notamment sous l'effet des campagnes syndicales ciblées sur ces revenus très bas. Mise sous pression, la classe moyenne assiste par ailleurs à une explosion du montant des très hauts revenus.

En 1984, nous avons un rapport entre les revenus des top managers et les salaires moyens de 1 à 6; en 1998, quatorze ans plus tard, de 1 à 14; et en 2012, quatorze ans plus tard encore, de 1 à 93, avec quelques records. Pour Novartis en 2008, on retiendra un ratio de 1 à 720; l'an dernier, il était de 1 à 100 pour Novartis, UBS et Credit Suisse. Dans les assurances, pour les grandes compagnies, il est en règle générale aujourd'hui de 1 à 70.

Cette initiative populaire propose de limiter ce ratio de 1 à 12, et c'est évidemment une mesure efficace, notamment en comparaison des chiffres que je viens de vous rappeler. Cette mesure peut paraître brutale, mais, dans ce débat, il ne faut pas perdre de vue un certain nombre de faits:

99 pour cent des PME en Suisse connaissent ce ratio de 1 à 12. Dans la plupart des PME, les salaires sont largement inférieurs à ce ratio de 1 à 12, c'est-à-dire inférieurs à la fourchette entre 500 000 et 600 000 francs que permettrait cette initiative.

Dans les grandes entreprises, nous avons jusqu'au début des années 1990 un ratio qui correspondait à celui-ci – c'est une évolution relativement récente que cette explosion du montant des salaires des top managers; je n'ai pas remarqué que la prospérité de la Suisse ait eu à en souffrir.

Enfin, en guise de clin d'oeil, vous me permettrez de relever que dans l'administration fédérale, ce rapport de 1 à 12 est parfaitement respecté et que je n'ai pas constaté, lors des dernières élections au Conseil fédéral, que nous ayons dû renoncer à pourvoir les postes faute de candidats!

Plus sérieusement et sur le plan international, je formule les remarques suivantes. D'abord, la Suisse est avec les Etats-Unis le pays où les top managers sont payés le plus. Lorsque nos voisins allemands et français discutent des salaires des top managers, ils parlent de salaires annuels de 2 à 3 millions de francs, et ce sont ces salaires-là qui choquent la population. Chez nous, nous parlons de salaires annuels de 20 à 30 millions de francs. Nous voyons donc qu'il n'y a pas à craindre des comparaisons sur le plan international.

Ensuite, le rapporteur vous a dit qu'il craignait que nos entreprises peinent à trouver des top managers si nous limitons leur revenu annuel. Il n'en est rien. Il y a peu de domaines aussi concurrentiels que celui de la recherche; il y a peu d'institutions aussi compétitives que l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne sur le plan international. Or l'EPFL connaît un rapport de 1 à 7 entre les salaires du bas et du haut de l'échelle.

Enfin, nous ne pouvons pas ignorer ce qui se passe autour de nous. L'Union européenne vient de décider d'introduire dans le monde bancaire un rapport de 1 à 1 entre la part fixe et la part variable du salaire, donc d'intervenir directement sur le montant de la rémunération des dirigeants des grandes entreprises bancaires sur le plan européen. En ce jour où Martin Schulz visite notre Parlement, il convient de rappeler que le Parlement européen a pas plus tard qu'hier approuvé cette mesure et qu'elle entrera en vigueur au 1er janvier 2014. L'argument selon lequel il serait contraire aux principes économiques modernes de s'ingérer dans la politique salariale des entreprises se voit battu en brèche à l'échelle d'un continent, chez tous nos voisins.

J'aimerais conclure par deux remarques plus générales:

1. Cette initiative pose une question fondamentale; elle va permettre de mener dans la population un débat qui est nécessaire, un débat que nous aurions dû mener depuis longtemps: le débat sur la justice sociale. Est-il acceptable que la personne qui travaille dans le bureau voisin du mien, qui passe chaque matin par la même porte pour se rendre à son travail, gagne 100 fois plus? Est-ce qu'il est raisonnable qu'une personne gagne en une année autant que la plupart des salariés de l'entreprise en une vie? Est-ce que cela correspond à la société que nous voulons construire? Est-ce que cela correspond à une rémunération de la prestation? Est-ce que c'est une société qui récompense le mérite? Ou ne s'agit-il pas plutôt de protéger ici un cartel de profiteurs, un cartel qui se rétribue au gré des mandats qu'il s'attribue?

2. La population attend une correction concrète de ces salaires des top managers. Elle attend une correction con-

crète, elle a donné un premier signal, un signal qui me semble assez clair, avec l'acceptation de l'initiative Minder «contre les rémunérations abusives». Malheureusement, il faut retenir que cette initiative à elle seule ne permettra pas de limiter les salaires très excessifs. J'en veux pour preuve la récente décision de l'assemblée générale de Novartis qui a donné décharge à Monsieur Vasella par 95 pour cent des voix. Cette initiative était nécessaire pour renforcer les droits des actionnaires. Elle était nécessaire pour donner un signe qui soit clair, notamment au monde politique; elle constitue la base qui doit nous permettre ensuite de réfléchir à des mesures plus efficaces.

L'initiative populaire «1:12 – Pour des salaires équitables», dont je vous invite à recommander l'acceptation au peuple et aux cantons, va permettre de mener ce débat dans la population, elle va peut-être permettre de faire émerger au cours du débat des propositions qui nous permettront d'aller dans cette direction.

La majorité de la commission n'a pas souhaité présenter de contre-projet à cette initiative. Peut-être que la discussion aujourd'hui, ou plus vraisemblablement devant la population, permettra de faire émerger des solutions qui nous permettront de limiter réellement les salaires de ces top managers et de répondre à l'appel du peuple dans ce domaine.

Freitag Pankraz (RL, GL): Die persönliche und wirtschaftliche Freiheit in diesem Land, also das Gegenteil von staatlicher Regulierung oder Überregulierung, ist Basis unseres Wohlstandes. Diese Freiheit war nicht gratis, und wir sollten sie auch nicht leichtfertig aufs Spiel setzen. In der Botschaft ist nachzulesen, dass die OECD-Statistik nachweist, dass die Ungleichheiten bei den Einkommen in der Schweiz unterdurchschnittlich sind und dass diese Ungleichheiten in den letzten Jahren auch nur moderat angestiegen sind. Beim eigentlich entscheidenden allgemeinen Lohnniveau und insbesondere bei tiefen und mittleren Löhnen gehört die Schweiz zur Spitze aller Länder.

Per Volksinitiative hat das Schweizervolk beschlossen, dass die Aktionäre, d. h. die Eigentümer der kotierten Unternehmen, über die Managerlöhne, die jetzt auch schon erwähnt wurden, zu entscheiden haben. Das ist etwas ganz anderes, als wenn der Staat Vorgaben für alle, für sämtliche kleine und grosse Unternehmen, macht. Es würden dann nicht mehr jene entscheiden, welche diese Unternehmungen aufgebaut haben bzw. besitzen. Für mich ist diese Initiative in diesem Sinn das Gegenteil der Abzocker-Initiative. Wir haben nicht nur im Allgemeinen hohe Löhne, sondern eben auch überdurchschnittlich hohe im tiefen und mittleren Bereich und, was ganz wichtig und für mich sogar entscheidend ist: Wir haben auch im Vergleich mit sämtlichen umliegenden und weiter weg liegenden Ländern die tiefsten Arbeitslosenquoten. Unsere kleine, offene, liberale schweizerische Volkswirtschaft ist ein absolutes Erfolgsmodell. Unnötige staatliche Eingriffe, da bin ich überzeugt, gefährden dieses Erfolgsmodell.

Der Glaube, man könne tiefe Löhne durch ein vorgegebenes maximales Verhältnis der Löhne generell anheben, ist etwa gleich zwingend wie das Argument, mit Arbeitszeitverkürzungen könne man die Arbeit auf mehr Leute verteilen und damit die Arbeitslosenquote reduzieren. Nach dieser Logik hätte Frankreich mit der 35-Stunden-Woche eine tiefere Arbeitslosenquote als die Schweiz. Frankreich ist ja, gestützt auf die gemachten Erfahrungen, seit den letzten Jahren daran, hier zurückzubuchstabieren. Ich möchte jetzt auf einer anderen Ebene unserem Land ähnliche Irrungen ersparen.

Auf der einen Seite werden die Vorgaben der Initiative durch Firmenaufteilungen oder Outsourcing umgangen werden können. Auf der anderen Seite müssen wir uns die Frage stellen: Wollen wir in Wirtschaft und Wissenschaft die Situation, die wir beispielsweise im Hockeysport oder im Fussball schon haben, nämlich dass die Besten dieses Landes – das wären dann die besten Wissenschaftler, Unternehmensführer, Spezialisten – im schlimmsten Fall samt ihren Unternehmungen ins Ausland gehen, weil sie dort schlicht und ein-

fach mehr verdienen? Schauen Sie sich den Fussball an: Wer sehr gut ist, landet früher oder später im Ausland, und dies nicht, weil dort die Lebensumstände besser wären. Ich bin überzeugt, dass diese Initiative unser erfolgreiches Wirtschaftsmodell gefährdet. Sie ist aber, und in diesem Punkt bin ich irgendwie sogar mit meinem Vorredner einverstanden, zu nutzen, indem wir mit der Stimmbevölkerung diskutieren – nicht nur darüber, wer wie viel verdient oder verdienen soll, sondern insbesondere auch darüber, wer eigentlich die Finanzhaushalte unserer Gemeinden, unserer Kantone und des Bundes hauptsächlich trägt, von denen ja alle profitieren.

Damit meine ich jetzt ausdrücklich nicht die auch für mich ärgerlichen Einzelfälle – ich betone: Einzelfälle –, die ich allerdings nicht en détail kenne, wonach es offenbar Leute mit sehr hohen Einkommen irgendwie fertigbringen, gar keine Steuern bezahlen zu müssen. Ich rede über die grosse Mehrzahl der Vielverdienenden, die auch viel leisten, die hohe Steuern zahlen und eben dann auch viel für die Allgemeinheit tun. Vielen Bürgerinnen und Bürgern ist, glaube ich, nicht bewusst – und darum sollten wir diese Diskussion auch nutzen! –, dass zum Beispiel rund 30 Prozent der Bevölkerung gar keine direkte Bundessteuer bezahlen oder dass wir, wiederum im Vergleich mit dem umliegenden Ausland, einen tiefen Anteil an Konsumsteuern haben, die ja alle treffen, die Wenigverdienenden wie die Vielverdienenden. Das hat im Wesentlichen mit unserem tiefen Mehrwertsteuersatz zu tun. Ich will das nicht ändern, denke aber, dass wir unsere Diskussion nutzen sollten, um das den Leuten wieder einmal klarzumachen.

Lassen Sie mich hier noch mit einem Bild schliessen. Wir haben in dieser Session mehrmals über die Landwirtschaft diskutiert, und die Milch ist ja auch heute wieder ein Thema. Darum ein Bild aus der Landwirtschaft. (*Zwischenruf des Präsidenten: Grazie*) Moment, es kommt noch. (*Heiterkeit*) Ich habe nicht vor, eines zu malen, das kann ich nicht so gut. Vielmehr versuche ich, eines zu erzählen: Jeder Bauer weiss, dass er seine besten Milchkühe besonders gut füttern und pflegen muss. Wenn er aber dauernd auf ihnen herumhackt, werden sie entweder weniger Milch geben oder wahrscheinlich, wenn sie können, davonlaufen. Das schadet dann dem ganzen Betrieb und damit auch den übrigen Milchkühen und auch den Kälbern. Das möchte ich nicht. Darum lehne ich die Volksinitiative «1:12 – Für gerechte Löhne» ab.

Keller-Sutter Karin (RL, SG): Wir dürften uns in diesem Rat in einem einig sein: Die sogenannten Löhne oder Bezüge gewisser Spitzenkräfte der Wirtschaft können kaum erklärt werden. Sie können auch nicht mit Leistung erklärt werden. Es ist in der Tat so: Es gibt Leute, die verdienen, was sie verdienen, und es gibt solche, die nicht verdienen, was sie verdienen – dies jedoch unabhängig davon, ob sie im Kader oder auf einer anderen Stufe tätig sind. Wer seine Arbeit nicht gewissenhaft macht oder nicht fleissig, innovativ oder was auch immer ist, verdient wahrscheinlich nicht, was er verdient.

In einem weiteren Punkt dürften wir uns ebenfalls einig sein: Erwerbsarbeit soll möglichst vielen Menschen auch ein gutes Auskommen ermöglichen. Eine starke Auseinanderbewegung von hohen und tiefen Haushalteinkommen kann den sozialen Zusammenhalt in einer Gesellschaft beeinträchtigen.

Was jedoch ein gerechter Lohn ist, darüber lässt sich trefflich streiten. Die 1:12-Initiative möchte ja, dass der höchste Lohn in einem Unternehmen nicht höher sein darf als das Zwölfwache des tiefsten. Offensichtlich finden die Initianten das gerecht. Ich weiss nicht, warum dieses Verhältnis festgelegt wurde – warum nicht ein Verhältniswert von 8, 10 oder 20? Wenn zum Beispiel der höchste Lohn in einer Unternehmung bei 12 Millionen liegt, wird demnach der Lohn von einer Million als gerecht empfunden.

Ein Blick auf die Bundesbetriebe oder die bundesnahen Betriebe zeigt, dass das Lohnverhältnis bei den sogenannten marktorientierten grossen Betrieben bei 1 zu 19 oder bei

1 zu 20 liegt. Das Verhältnis von 1 zu 12 scheint mir deshalb willkürlich zu sein.

Wenn die Initianten, etwas vereinfacht ausgedrückt, behaupten – das habe ich bei Kollege Levrat etwas herausgespürt –, die Armen in unserem Land würden immer ärmer und die Reichen immer reicher, dann entspricht das nicht der Realität. In der Kommission wurde uns der Bericht «Redistribution Policy and Inequality Reduction in OECD Countries» der OECD aus dem Jahr 2011 vorgelegt. Was sagt die OECD? Sie ist ja nicht dafür bekannt, dass sie gegenüber der Schweiz besondere Milde walten lässt. Die Schweiz gehört sowohl bei den Primäreinkommen als auch bei den verfügbaren Einkommen, das heisst unter Berücksichtigung von Steuern, Sozialabgaben und staatlichen Transfers, zu den Ländern mit einer unterdurchschnittlichen Ungleichheit bei den Haushalteinkommen.

Die Verteilung wies gemessen am Gini-Index seit Anfang der Achtzigerjahre keine steigende Tendenz auf. Die Einkommensverteilung war 2008 sogar leicht ausgeglichener als 1998. Zudem ist die Lohnverteilung in der Schweiz in den letzten zwanzig Jahren relativ stabil geblieben. Die umfangreichen Daten der schweizerischen Lohnstrukturerhebung, die wir in der Kommission ebenfalls erhalten haben, zeigen, dass das Lohnwachstum im oberen Bereich der Lohnverteilung in den letzten sechzehn Jahren überdurchschnittlich ausfiel. Der standardisierte Bruttomonatslohn im neunten Dezil der Lohnverteilung stieg pro Jahr um durchschnittlich 1,8 Prozent. Beim medianen Lohn waren es 1,3 Prozent. Die Löhne des ersten Dezils aber, also die tiefsten Löhne – und das ist auch wichtig –, wuchsen zwischen 1994 und 2010 um durchschnittlich 1,4 Prozent pro Jahr, also stärker als der Medianlohn. Das ist die Realität.

Das Lohnniveau der Schweiz liegt deutlich über jenem des OECD-Durchschnitts und jenem in den EU-15-Ländern. Der Anteil der Tiefelöhne ist markant geringer als im Durchschnitt der OECD-Länder, auch geringer als zum Beispiel in Deutschland. Die Lohnstruktur ist gemessen an den Medianabweichungen in den einzelnen Branchen ein gutes Abbild der Wertschöpfungsdifferenzen zwischen den Branchen, das gibt es hier. Gemäss dem Internationalen Gerechtigkeitsmonitor des Instituts der deutschen Wirtschaft Köln oder dem Gerechtigkeitsindex der Bertelsmann-Stiftung ist die Schweiz sehr gut positioniert, gleich hinter den skandinavischen Staaten.

Wir alle wissen: Der stärkste Treiber von Ungleichheit ist eine hohe Arbeitslosigkeit, ist die wirtschaftliche Rezession, und davon blieben wir Gott sei Dank in den letzten Jahren verschont. Der flexible Arbeitsmarkt, den wir in der Schweiz haben, zeigte seine Qualitäten in Zeiten der Hochkonjunktur, aber auch in Zeiten der konjunkturellen Schwäche. Wir haben einen Arbeitsmarkt, der seine Integrationsleistung unter Beweis gestellt hat, und wir haben auch ein Sicherheitsnetz mit einer intakten Arbeitslosenversicherung, das seine Wirksamkeit auch schon mehrfach bewiesen hat.

Die Schweiz steht weit besser da als ihre europäischen Nachbarn. Sieben Länder der Eurozone befinden sich in der Rezession, und was sich auf Zypern abspielt, birgt sozialpolitischen Sprengstoff und ist für die betroffene Bevölkerung dramatisch. Das Erfolgsmodell Schweiz beruht auf verschiedenen Pfeilern: Zu nennen sind die intakte Sozialpartnerschaft, der offene Zugang zu den internationalen Märkten, die unternehmerische Freiheit und ein liberales Wirtschafts- und Arbeitsrecht.

Der Erfolg der Schweiz besteht offenkundig nicht in staatlicher Bevormundung, Überregulierung und staatlicher Intervention in sämtlichen Bereichen der Wirtschaft und Gesellschaft, im Gegenteil. Ich habe bereits auf die Eurozone hingewiesen; die sozialen Ungerechtigkeiten sind dort weit grösser, die Deindustrialisierung aufgrund eines verfehlten Staatsinterventionismus und verpasster Strukturanpassungen weit fortgeschritten – die Deindustrialisierung ist in Frankreich mit Händen greifbar. Das möchte ich bei uns nicht haben.

Wenn Herr Kollege Levrat jetzt die EU anspricht und auch die Festsetzung eines Verhältnisses von eins zu eins bei

Boni und Lohn, das vom Europäischen Parlament offensichtlich so gewünscht wird, habe ich dafür noch ein gewisses Verständnis. Ich finde diese Boni-Geschichte ohnehin fragwürdig. Ich bin gegen einen hohen variablen Lohnanteil. Ich finde, die Fixlöhne müssen stimmen, und wenn man einen variablen Anteil hat, ist das okay, aber er darf nicht das Zifache des Lohnes betragen, das ist keine gute Entwicklung. Ich weise aber auch darauf hin: Wir haben im Bankengesetz mit der «Too big to fail»-Vorlage eine Bestimmung erlassen, wonach der Staat auch bei uns in die Löhne der Finanzindustrie eingreifen könnte, sollte der Staat wieder die Banken unterstützen müssen – der Staat soll also nur dann eingreifen, wenn auch Geld vom Staat fliesst und wenn der Staat einen massgeblichen Einfluss auf die Rettung hat.

Unsere Aufgabe ist es, zu den Stärken der Schweiz Sorge zu tragen, Wohlstand und Arbeitsplätze hier zu erhalten. Die vorliegende Initiative eignet sich dazu nicht. Sie will über staatliche Eingriffe einen Lohnausgleich sicherstellen und sozusagen Gerechtigkeit gesetzlich erzwingen.

Zur angenommenen Abzocker-Initiative zeigt sich ein deutlicher Unterschied. Dort entscheiden die Aktionäre, und damit die Eigentümer, über die Vergütungen des Managements, und eben nicht der Staat. Die Festlegung des Lohnes ist Sache von Arbeitgeber und Arbeitnehmer. Es ist an ihnen, diesen auszuhandeln. Es gilt die Vertragsfreiheit. Und diese ist in der Schweiz praktisch unbeschränkt, es sei denn, es komme zu Diskriminierungen – dies betrifft also die Geschlechterfrage von Frau und Mann – oder es komme zu einem Missverhältnis zwischen Leistung und Gegenleistung. Dafür haben wir beispielsweise die flankierenden Massnahmen, wonach der Staat dann eingreifen kann und den Normalarbeitsvertrag verordnen kann. Zudem legt die nun unterbreitete Initiative eine Lohnobergrenze von faktisch 560 000 Franken fest, wenn man so will. Ich komme auf diesen Betrag, wenn ich einen Mindestlohn von 4000 Franken annehme, der ja aus Ihren Kreisen auch gefordert wird. Ich bin der Meinung, dass es nicht sein kann, dass der Staat den Unternehmen das vorschreibt.

Wir leben in der Schweiz nicht im Prekariat. Wir sind nicht in einem Land, das von grossen Unterschieden geprägt ist wie die USA oder wie Frankreich, das, wie ich es vorhin gesagt habe, von Deindustrialisierung und Staatsinterventionismus geprägt ist. Es bestehen auch lohnmassige und gesellschaftliche Unterschiede; absolute Gleichheit gibt es nicht. Ich bin klar der Auffassung, dass der Staat allen Menschen die gleichen Ausgangschancen bieten muss, d. h. Zugang zur Bildung, und es darf niemand diskriminiert werden. Ich akzeptiere auch ein gewisses Mass an Umverteilung – das ist auch nötig für den sozialen Frieden – über die Steuern, über die Sozialwerke. Das dient dem gesellschaftlichen Zusammenhalt. Aber es ist nicht Aufgabe des Staates, die Gleichheit aller per Gesetz zu erzwingen. Es gibt auch kein Beispiel eines Staates, der erfolgreich ist, der in Wohlstand lebt, wo das gelungen wäre. Im Gegenteil: Unter dem Deckmantel der Solidarität haben wenige viel bekommen und viele nur wenig.

Doch eines scheint mir wichtig; ich sage das als letzten Gedanken: Wirtschaftliche Tätigkeit muss in einem ethischen Kontext eingebettet sein. Ich habe übers Wochenende aufgeräumt, und mir ist zufällig ein Werk von Adam Smith, dem Vertreter der klassischen liberalen Wirtschaftstheorie, in die Hände gefallen. Smith sagt, dass das individuelle Gewinnstreben eine grundlegende Antriebskraft der wirtschaftlichen Entwicklung ist, dass das Kapital den Bürgern Wohlstand und Unabhängigkeit bringt und dass eine Marktwirtschaft ohne Staatseingriffe grösstmöglichen Wohlstand von Staat und Gesellschaft ermöglicht.

Er sagt aber auch etwas anderes: Er sagt, all das habe in einem ethischen Kontext stattzufinden. Er spricht von drei Tugenden, die erfüllt sein müssen, damit das gelingt. Das sind die Klugheit, die Gerechtigkeit und die Güte. Dass diese drei Tugenden in den Führungsgremien einiger Konzerne abhandengekommen sind, ist unbestritten und augenfällig. Anstand, Mass und Moral wurden zum Teil an der Garderobe abgegeben. Das heisst aber nicht, dass die ganze Schwei-

zer Wirtschaft die Bodenhaftung verloren hat. Die Initiative will aber alle Unternehmen bevormunden und sozusagen unter staatliche Lohnaufsicht stellen. Das geht mir entschieden zu weit!

Der «Economist» hat unlängst den sogenannten «Where to be born»-Index publiziert. Dieser schlüsselt nach elf Kriterien auf, wo man in der «Lotterie des Lebens» heute auf die Welt kommen muss, um die besten Zukunftsaussichten zu haben. Der Index kommt zum Schluss: Die beste Zukunft haben die Schweizerinnen und Schweizer. Ich finde, diese Errungenschaften dürfen wir nicht aufs Spiel setzen. Die Festsetzung der Löhne ist nicht Sache des Staates, sondern Sache von Arbeitnehmern und Arbeitgebern.

Die Initiative ist deshalb zur Ablehnung zu empfehlen.

Fetz Anita (S, BS): In einem gebe ich Kollegin Keller-Sutter Recht: Der Schweiz geht es gut. Dazu haben viele beigetragen. Ein grosses Kriterium, ein wichtiger Grund, warum es der Schweiz so gut geht, ist unter anderem der Ausgleich – dass man immer wieder, in vielen historischen Momenten, den Ausgleich zwischen unterschiedlichen Ansichten und unterschiedlichen Interessen gesucht hat.

Ich möchte mein Unterstützungsvotum für diese Initiative mit einem Zitat meiner Lieblingsliberalen, Marion Gräfin Dönhoff, beginnen. Sie mögen erstaunt sein, aber das ist eine der Liberalen, die ich sehr schätze und von der ich sehr viel gelernt habe. Sie hat unter anderem in ihrem ausserordentlich spannenden Buch mit dem Titel «Zivilisiert den Kapitalismus» etwas geschrieben, was ich sozusagen als Überschrift über diese Debatte stellen möchte: «Wir müssen es schaffen, die Gesellschaft wieder zu humanisieren und die Raffgier zu bezähmen.» Damit will sie natürlich sagen: Wenn Gier zur Grundlage von Erfolg wird, dann ist eine Gesellschaft gefährdet – nicht weil es vermeintlich wenige Leute sind, sondern weil diese wenigen unfähig sind, sich gesellschaftlich einigermaßen zu integrieren und Mass zu halten.

Nun zur Initiative selber: Auf den ersten Blick – ich bin ja Realpolitikerin – weiss auch ich, dass vieles gegen sie spricht. Aber sie ist sympathisch – das schleckt keine Geiss weg, um es mal ganz einfach zu sagen –, sie ist sympathisch und radikal, dies in einem ganz ursprünglichen Sinn, nämlich radikal ausgehend von «radix», da man versucht, ein Problem an der Wurzel zu packen. Zudem drückt sie etwas aus, was Sie in Ihrem Umkreis ganz sicher auch spüren. Viele Leute spüren im Bauch ganz genau, dass irgendwas in dieser – nicht nur in der schweizerischen, sondern in der europäischen – Gesellschaft grundsätzlich aus dem Ruder läuft. Man kann es noch nicht ganz genau fassen, aber alle Leute spüren es, dass irgendwo etwas aus dem Lot ist. Diese Initiative nimmt dieses Gefühl auf.

Auf den zweiten Blick, das muss ich Ihnen ehrlich sagen, ist sie gar nicht so radikal. Ich erinnere mich noch an Zeiten, bis Mitte der Neunzigerjahre, als das Verhältnis von 1 zu 12 total normal war. Kein CEO des Bankvereins, kein CEO der Bankgesellschaft, kein CEO von Ciba-Geigy oder Sandoz verdiente mehr als 1 Million Franken, sondern die Löhne lagen weit darunter; das war bis in die Neunzigerjahre so. Abwegig ist das Verhältnis demnach nicht. Ich stimme zu, dass es etwas willkürlich ist, aber es entspricht eigentlich den Verhältnissen, die bis Ende des 20. Jahrhunderts gegolten haben.

Geändert hat sich das Anfang der Neunzigerjahre – die meisten von Ihnen erinnern sich –, und zwar mit dem Beginn des Shareholder-Value-Kapitalismus. Damals begann das Auseinanderdriften zwischen den Löhnen, damals begann die Zeit, als viele Firmen nicht mehr alle Stakeholder berücksichtigt, sondern nur noch Rendite gebolt haben, als die Shareholder den übernommenen Unternehmen vorgeschrieben haben, plötzlich 15, 20 oder 25 Prozent Rendite auf ihrem Eigenkapital zu erzielen. Es ist doch klar, dass so die Sache explodiert; dafür noch Boni auszuschütten bedeutet, dass die soziale Marktwirtschaft komplett umgepflügt wird. Übrigens wurde das in der Schweiz durch den damals

noch berühmten Hedge-Fonds «Visionen», geführt von Ebner und Blocher, flott vorangetrieben.

Ich erinnere mich noch gut an das Jahr 1997, das mir nicht nur im Kopf geblieben ist, weil ich damals 40 Jahre alt geworden bin, sondern weil sich damals in der schweizerischen Volkswirtschaft etwas geändert hat: Zum ersten Mal waren die Einkommen aus Aktien, also das Geldverdienen durch Nicht-Arbeiten, höher als das Einkommen aus Lohnarbeit. Das war ein ganz verrückter Wendepunkt, der riesige Auswirkungen gehabt hat. Heute sind wir bei den völlig über-rissenen Unterschieden von eins zu mehreren Hundert – das kann jetzt einfach kein Mensch mehr nachvollziehen.

Die Leute spüren es: Man will wieder mehr Fairness und mehr soziale Balance haben. Ich gebe zu, es gibt viele Einwände gegen diese Initiative. Die könnte ich problemlos auch unterstützen. Man hätte ihr auch einen Gegenvorschlag entgegensetzen können, zum Beispiel mit einem anderen Verhältnis, zum Beispiel aber auch mit einer Boni-Steuer. Die war ja in diesem Rat schon einmal mehrheitsfähig. Man hätte auch an andere Dinge denken können. Das stimmt alles, ist aber nicht geschehen. Jetzt liegt die Initiative halt vor.

Sicher ist Folgendes – das ist jetzt ein kleiner Tipp für Sie auf der Gegenseite für die Abstimmungskampagne –: Je mehr Unternehmen sich so verhalten wie im Moment wieder die UBS, mit Milliardenboni bei Milliardenverlusten, indem neue Manager für mehr als 25 Millionen Franken zum Voraus angestellt werden, desto schlechter für Sie. Jeder solche Fall wird der Initiative mehrere tausend Stimmen bringen. Es wäre jetzt also an der Zeit, dass Sie vielleicht einmal diese Vertreter, die Ihnen ja manchmal etwas nahestehen, daran erinnern, dass in einer kapitalistischen Gesellschaft so etwas wie Eigenverantwortung gelten sollte. Das wird ja hier auch ständig gefordert. Ja, Eigenverantwortung! Die nächsten Monate werden entscheiden, wie viele Stimmen diese Initiative macht. Wenn Selbstbeschränkung fehlt, wird jeder einzelne Lohnexzess mehr dieser Initiative zusätzlichen Schub geben.

Einfach damit es klar ist: Kollege Freitag hat von Wissenschaftlern gesprochen. Der Durchschnitt bei der Wissenschaft ist bei den Lohnverhältnissen 1 zu 7. Ich kenne keinen Wissenschaftler in der Schweiz, der hundert-, zweihundertmal mehr verdient als der niedrigste Angestellte in seinem Labor oder wo auch immer er arbeitet. Ich kenne kein KMU, das einen höheren «range» als 1 zu 12 in seinem Betrieb hat. Die meisten sind unter 1 zu 10.

Um es zum Schluss auf den Punkt zu bringen und nicht zuletzt, weil Kollegin Keller-Sutter sich am Wochenende mit Adam Smith beschäftigt hat, möchte ich mit Joseph Schumpeter enden. Der hat vor siebzig Jahren aufgezeigt, dass der Kapitalismus eigentlich eine sehr gute Gesellschaftsform ist. Aber das Problem ist: Er neigt dazu, sich selber zu zerstören. Das heisst, ein entfesselter Kapitalismus – und damit haben wir es heute auf bestimmten Ebenen zu tun – ist der grösste Feind der sozialen Marktwirtschaft. Nicht die Gewerkschaften sind für die soziale Marktwirtschaft schwierig, nicht die Juso mit ihrer Initiative, sondern die Exzesse, die eine bestimmte Finanzoligarchie seit Jahren veranstaltet, die nicht fähig ist, hier eigenverantwortlich zurückzurudern.

Deshalb werde ich der Entwicklung, die auf diesen Managementebenen stattfindet, gespannt zuschauen und dann zusammen mit meinen Kolleginnen und Kollegen, die auch kleine KMU haben, gelassen ein Ja in die Urne legen, wenn man da oben nicht fähig ist, sich selbst zu beschränken.

Germann Hannes (V, SH): Natürlich macht man sich Gedanken, wenn man alljährlich vernimmt, wie gross die Unterschiede respektive wie irrational hoch die Bezüge teilweise sind. Nun hat aber das Schweizervolk gesprochen, es hat sehr deutlich Ja zur Abzocker-Initiative gesagt. Dort sind wir jetzt gefordert, eine Umsetzung zu machen. Ich meine, dieser Ansatz sei wesentlich zielführender, weil die Abzocker-Initiative, so restriktiv sie sein mag, nämlich den Aktionären, den Inhabern der Unternehmen, einen gewissen Spielraum lässt und sie stärker in die Pflicht nimmt. Vor allem wird bei

dieser Regelung auch den Grössenverhältnissen der Unternehmen Rechnung getragen. Der kapitale Nachteil der 1:12-Initiative ist, dass sie alles über einen Leisten schlägt, egal ob es ein KMU mit 5, 10 oder 50 Leuten oder ein Grosskonzern mit 15 000, 20 000 oder 100 000 Angestellten ist. Man kann solche Unternehmen schon nicht ganz miteinander vergleichen.

Ich habe mir für mein Votum überlegt, was denn so typisch schweizerisch sei. Nehmen Sie Lindt und Sprüngli, erlauben Sie mir dieses Beispiel. Dort sind die Bezüge der Führungsetage respektive der obersten Führungskraft auch wahnsinnig hoch. Aber das Unternehmen floriert. Es ist eine Erfolgsgeschichte, typisch schweizerisch, der Inbegriff von Schokolade. Der Sitz ist in der Schweiz, die Produktion findet auch hier statt. Es ist etwas, was wir gerne vorzeigen. Haben wir jetzt einen Grund, dort einzugreifen? Der Mindestlohn müsste dann über den Daumen gepeilt etwa 0,5 Millionen Franken betragen.

Wir müssen uns schon überlegen, was wir auslösen, wenn wir diese Initiative umsetzen. Was wird im Arbeitsmarkt honoriert? Es ist die Führungsspanne. Es macht halt schon einen Unterschied, ob Sie ein Unternehmen mit 5000 bis 10 000 Leuten oder ein KMU führen. Ich habe auch davor grosse Achtung, aber ich finde nicht, dass ein Lohn sich mit dem Verhältnis 1 zu 12 bemessen lässt. Nehmen Sie ein Beispiel: Ein KMU, ein Produktionsbetrieb mit 100 Leuten, floriert nicht, schreibt keine Gewinne. Das heisst, es hat nicht die Kraft, in die Zukunft zu investieren, es hat schlechte Löhne, schlechte Arbeitsbedingungen. Ich muss sagen, da ist mir auch ein 12-mal höherer Lohn viel zu viel. Hingegen habe ich nichts dagegen, wenn in einem international ausgerichteten Unternehmen der Kopf des Unternehmens, der massgeblich Verantwortung trägt, eben auch überdurchschnittlich honoriert wird.

Was wir etwas vergessen ist, dass hier ein Markt spielt. Es ist tatsächlich so, wir können das gut oder schlecht finden, aber mit der Transparenzforderung Ende der Neunzigerjahre ist dieser Markt erst so richtig angekurbelt worden. Seit das Unternehmen A weiss, was das Unternehmen B verdient, haben sich diese Löhne angepasst, und zwar leider nach oben, in exorbitante Höhen; das bedaure ich auch.

Trotzdem, man kann es drehen und wenden, wie man will: Im Sport wird es akzeptiert. Wenn z. B. der FC Basel einen Trainer will, dann sucht er ihn auf dem Markt, und dann gibt es ein entsprechendes Angebot. Wenn Barcelona einen neuen Trainer will, ist das Angebot wahrscheinlich etwas höher. Im Sport stört sich irgendwie niemand daran. Man stört sich auch nicht daran, wenn es in der Kunst oder in der Musik vorkommt, wo überdurchschnittliche Leistungen auch überdurchschnittlich honoriert werden. Nur in einem Unternehmen, das Erfolg hat, soll die überdurchschnittliche Honorierung nicht möglich sein. Mit dieser Grundüberlegung habe ich Mühe.

Sehen Sie, man unterschätzt die Auswirkungen auf den Schweizer Markt auch noch: In der AHV-Statistik von 2009 waren rund 10 000 Arbeitnehmer mit einem Lohn von über 500 000 Franken verzeichnet. Im Jahr zuvor, 2008, waren es sogar über 12 000. Es hat also eine Korrektur eingesetzt; das hängt sicher mit der Konjunktur zusammen. Nun scheint einem das enorm viel, in Tat und Wahrheit sind es aber nur 0,2 Prozent aller Arbeitnehmer, die sich in diesen Kategorien bewegen. Diese Zahlen – 10 000 oder 12 000 Leute – zeigen aber auch, dass eben sehr viele Personen betroffen wären. Ich frage mich natürlich, wie sich das auf die Volkswirtschaft auswirken würde, denn es handelt sich ja in der Regel um stark international ausgerichtete und international sehr mobile Unternehmen. Darum tun wir eben gut daran, zu diesem Recht, wie wir es heute haben, auch Sorge zu tragen.

Die Initianten erhoffen sich mit der Beschränkung hoher Entschädigungen auch eine positive Wirkung auf die Lohnentwicklung der Arbeitnehmer unterhalb des Topkaders. Vielleicht werden die Löhne nach oben angepasst, ich glaube es allerdings nicht; es wird das Gegenteil stattfinden. Die günstigeren Chargen werden einfach ausgelagert, wenn sie die

Führung des Unternehmens binden, oder es werden Konstrukte gemacht, worin die Führung ausgelagert wird. Das wären ja noch die besseren Lösungen, wenn die Arbeitsplätze und das Steuersubstrat in der Schweiz bleiben würden! Aber, wir haben es gehört, es sind sehr viele international ausgerichtete Unternehmen, sehr mobile Unternehmen betroffen. Wir befinden uns, ob es uns nun passt oder nicht, nicht nur im Markt mit Europa – wo es vielleicht auch zu Beschränkungen kommt –, sondern wir befinden uns auch im Markt mit den USA und mit Asien, wo solche Dinge zwar diskutiert werden, wo man aber sicher nicht daran denkt, etwas zu ändern. Ich glaube also eher, dass es für die tieferen Löhne schädlich wäre, weil man solche Aufgaben auslagern und über andere Firmen erledigen lassen würde. Man sieht das ja teilweise schon mit den Reinigungsinstituten. Man hat teilweise auch schon andere Leistungen ausgelagert. Das wollen wir nicht, sondern eigentlich ist es gut, wenn in einem Unternehmen gesamtheitliche Lohnbänder bestehen. Diese Lohnbänder sollen einen Spielraum gewährleisten.

Die Schweiz ist durch ihre internationale Vernetzung, durch ihre Weltoffenheit stark geworden. So sollten wir auch weltoffen bleiben und keine schädliche Schweizer Insellösung anstreben. In diesem Sinn bitte ich Sie, mit einem Nein zu dieser 1:12-Initiative die Vorzüge des schweizerischen Wirtschaftsstandortes, wie gerade das liberale Arbeitsrecht als einmaligen Trumpf, nicht preiszugeben.

Föhn Peter (V, SZ): Der Titel der Initiative «1:12 – Für gerechte Löhne» mag sehr gut tönen und ist heute auch entsprechend populär. Das hat die Abstimmung über die Abzocker-Initiative auch gezeigt.

Aber was soll eine solche Initiative bringen? Wenig bis gar nichts – ausser dass einige ihr Gewissen ein wenig beruhigen könnten und sich sozial eventuell ein weiteres Mal profilieren dürfen. Frau Fetz, diese Initiative kommt wirklich sympathisch daher, insbesondere der Titel. Sie sprechen dann von Eigenverantwortung. Dann übernehmen Sie, übernehmen wir diese Eigenverantwortung, und tragen wir zumindest Sorge zu unserem Wirtschaftsstandort, zu unseren Arbeitsplätzen. Dazu können wir als Politiker, aber vielleicht auch als Privatpersonen beitragen.

Ein solcher Artikel gehört nie und nimmer in die Bundesverfassung. Schauen wir ein bisschen über die Grenzen. Geht es den Ländern mit einem unflexiblen Arbeitsmarkt etwa besser? Nein. Denn in diesen Ländern wie Italien und Frankreich investiert niemand mehr in den Werkplatz, weil da eine Einschränkung besteht und dort eine weitere Einschränkung usw., weil man sich eben nicht mehr bewegen kann. Wenn man nichts mehr frei unternehmen kann, wird es auch keine Unternehmer mehr geben, oder zumindest wird es weniger Unternehmer geben.

Diese Initiative zielt insbesondere auf Grosskonzerne. KMU, wie sie in der Schweiz grossmehrheitlich existieren, hätten bei Annahme dieser Initiative absolut kein Problem. Die Grosskonzerne könnten ganz einfach und ohne viel Wesens entweder Teile auslagern und wegziehen oder ihre Konzerne unter einem Holdingdach aufteilen, das heisst splitten. Die Grossverdiener würden dann einfach von mehreren Firmen Lohn beziehen, wenn sie noch in der Schweiz wären. Also könnte man dieser Initiative sehr leicht ausweichen und sie umgehen. Das heisst, das gutgemeinte Ansinnen mit dem Ziel gerechterer Löhne könnte sehr leicht umgangen werden. Zudem müssen wir die Praxis anschauen. Ich bin klar der Meinung, die Initiative wäre entweder nur sehr schwer oder kaum umsetzbar, und es müsste ein ungeheurer Verwaltungsaufwand aufgezogen werden.

Wir haben in der Schweiz doch ein relativ gutes Sozialgefüge. Dazu tragen auch die Grossverdiener mit ihren Steuern und Abgaben bei. Gefährden wir bitte dieses soziale Zusammenleben nicht mit unnötigen Querschlägen. Persönlich mag ich allen Unternehmen und jeder Person einen grossen Verdienst gönnen. Denn wenn es der Wirtschaft und ihren Chefs gutgeht, können wir alle profitieren. Wollen wir den gutlaufenden Wirtschaftsmotor abwürgen? Wollen wir den

Lebensstandard einschränken? Wollen wir uns möglichst angleichen? Nein, nein und nochmals nein! Wir dürfen den gutfunktionierenden Wirtschaftsstandort Schweiz nicht willentlich und mit unnötigen Einschränkungen opfern. Denn das bringt gar niemandem etwas. Die Verantwortung für die Entlohnung liegt einzig und allein bei den Eignern.

Ich bitte Sie dringend, hier Klartext zu sprechen und die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Zanetti Roberto (S, SO): Ich wäre fast versucht zu sagen «mein Vorredner Pater Föhn» – und nicht «mein Vorredner Peter Föhn»: Ihr Vortrag klang wirklich sehr getragen!

Es sind ein paar Fragen aufgetaucht. Viele Argumente sind allerdings bereits erwähnt worden, ich will deshalb nur ein paar Schlaglichter aufblitzen lassen. Zuerst einmal ist gesagt worden, das Verhältnis 1 zu 12 sei ziemlich willkürlich. Die Initianten haben sich aber marketingmässig durchaus ein paar Gedanken gemacht, offenbar mehr Gedanken als die Gegnerschaft. Das Verhältnis 1 zu 12 ist einfach zu erklären: Das Jahr hat zwölf Monate. Wenn das Jahr weniger Monate hätte, würde der Titel der Initiative anders lauten; wenn das Jahr mehr Monate hätte, wäre das Verhältnis ebenfalls anders ausgefallen.

Die Juso-Initiative ist tatsächlich relativ frech und ziemlich radikal. Ich finde, es ist ein Vorrecht der Jugend, gelegentlich ein wenig radikal zu sein. Hätte ich der Juso Ratschläge erteilen können, so hätte ich gesagt: Fahrt zurück, 1 zu 12 ist zu viel, versucht es mit 1 zu 8 oder 1 zu 10; nehmt euch ein Beispiel am stockbürgerlichen Glarner Landrat. Dieser hat einstimmig und ohne Diskussionen eine Lohnschere von maximal 1 zu 10 beschlossen und nicht das übertriebene Verhältnis von 1 zu 12, das die Juso auf den Schild gehoben hat. Falls ich da irgendetwas nicht ganz verstanden und dieses jungsozialistisch-glarnerische Paradoxon nicht aufgelöst habe, bin ich sicher, dass der Mathematiker unter den Glarner Ständeräten da ein bisschen Klarheit schaffen kann. Ich bin sehr gespannt, ob wir das bilateral klären können.

Ich habe eine etwas grosszügigere Rechnung angestellt als Kollegin Keller-Sutter. Ich habe gesagt, 4000 Franken ist eine reelle Basis, habe aber die Gratifikation noch eingerechnet: 4000 Franken mal 13 mal 12. Da komme ich auf 624 000 Franken. Das wäre gemäss Juso-Rezept möglich. 624 000 Franken sind ungefähr das Anderthalbfache eines Bundesratslohnes. Jetzt haben wir gehört, wenn die Initiative angenommen werde, würden die besten Leute ins Ausland abreisen. Ich bin da wirklich ein bisschen erschrocken und jetzt sehr erleichtert: Für mich sitzen die besten Leute nach wie vor auf einem Bundesratsstuhl. Ich bin sehr erleichtert darüber, Herr Bundesrat, dass Sie nicht ins Ausland abgewandert sind, sondern immer noch bei uns sitzen! Ich vermute, dass die Gegnerschaft mit dem Argument der Abwanderung der besten Leute auf dem Holzweg ist.

Immerhin glaube ich nicht, Herr Bundesrat, dass Sie, wenn wir Ihnen den Lohn um die Hälfte kürzen würden, den Job schmeissen und die Schweiz verlassen würden. Ich glaube auch nicht, dass wir bei künftigen Vakanzen im Bundesrat nicht mehr die wägstun und die besten Kandidatinnen und Kandidaten hätten, so, wie wir das jetzt ja immer haben.

Erlauben Sie mir ein weiteres Schlaglicht; Kollegin Fetz hat das erwähnt: Ich erinnere mich an das Porträt eines Urgesteins der seinerzeitigen Bankgesellschaft. Damals hiessen diese Leute noch Direktionspräsident oder Präsident der Generaldirektion und noch nicht CEO. Dieses Urgestein der Bankgesellschaft hat, wie in jenem Porträt erwähnt, nie mehr als eine Million Franken verdient. Ähnliches habe ich von der Spitze der seinerzeitigen Schweizerischen Kreditanstalt gehört. Die genannten Grossbanken haben sich in jener Zeit bestens entwickelt, sie haben fette Bilanzen präsentiert und floriert.

Im Verlauf der Zeit sind diese Banquiers, mit q geschrieben, zu Bankern geworden. Die Direktionspräsidenten begannen, sich CEO zu nennen, die stattlichen Löhne dieser Bankchefs wurden zu exorbitanten Vergütungen oder Remunerationen. Gelegentlich hörte man sogar von Entschädigungen, als ob sie den Schaden, den sie angerichtet haben, wirklich auch

gedeckt hätten. Die fetten Bankbilanzen haben sich als aufgeblasene Luftballons erwiesen. Bankgesellen mit hoher Identifikation mit ihrer Unternehmung sind plötzlich zu giergetriebenen Spiessgesellen geworden. Das Ganze gipfelte darin, dass die Schweizerische Eidgenossenschaft praktisch eine Bürgschaft in der Höhe von 60 Milliarden Franken zur Abwendung eines epochalen Bankenkrachs leisten musste. Bei Annahme dieser Initiative der Juso würden die besten Leute abwandern, heisst es, also diese selbsternannten «Masters of the Universe», die das Desaster angerichtet haben, würden abwandern. Unter uns gesagt, den Kommunikatoren der Gegenkampagne würde ich etwas vorsichtigere Kommunikationsstrategien empfehlen. Was sie als einschüchternde Drohung meinen, das tönt in meinen Ohren wie eine Verheissung – das ist für mich ein guter Grund, dieser Initiative zuzustimmen.

Ein weiterer Grund, dieser Initiative zuzustimmen, ist für mich, dass die Initiative zu einem Zeichen für eine Zeitenwende werden könnte. Es wäre eine Wende in eine Zeit, wo das klassisch-liberale Postulat, wonach sich Leistung lohnen muss, wieder mit realem Inhalt gefüllt wird; in eine Zeit, in der man fürs Nichts-Mehr-Tun keine 12 Millionen Franken pro Jahr angeboten kriegt; in eine Zeit, in der man fürs Noch-Nichts-Tun keine 25 oder 30 Millionen Franken kriegt; also eine Wende in eine Zeit, in der sich seriöse und nachhaltige Leistung wirklich wieder lohnt und fair und anständig entschädigt wird. Oder, um mit dem Bild von Pankraz Freitag zu sprechen: in eine Zeit, wo jede Kuh im Stall ihren Anteil am Futter kriegt und dann auch ihren entsprechenden Anteil beim Melken abgeben kann. Deshalb empfehle ich diese Initiative zur Annahme. Sie ist für mich ein Signal für eine Zeitenwende.

Recordon Luc (G, VD): Il convient d'aborder cette initiative populaire successivement sous l'angle de son principe et sous celui de son mécanisme. Le principe peut en effet surprendre. Il prête le flanc à la critique dans une économie par principe libérale, où les prix doivent se former naturellement et même les salaires. Pourtant, il y a déjà un certain nombre de règles. Il y a les règles qui sont semi-contraignantes, c'est-à-dire qu'elles le deviennent seulement au moment où les parties s'y soumettent. C'est typiquement le cas des conventions collectives de branche. De ce point de vue là, on peut dire que cela a relativement bien fonctionné pendant des décennies et qu'il n'y a pas eu matière à scandale. Nous avons maintenant la problématique double suivante, parce que cela touche les deux bouts de l'échelle: les salaires extrêmement élevés de ces employés particuliers que sont les dirigeants d'entreprise – plus les membres des conseils de direction que ceux des conseils d'administration d'ailleurs; les bas salaires et les salaires minimaux. Un certain tempérament a été apporté, il faut le reconnaître, par l'initiative populaire lancée avec grand succès par notre collègue Thomas Minder, acceptée à une très large majorité récemment par le peuple suisse. Je pense que jusqu'à un certain point, cette initiative, dont ce n'était pas forcément la vocation première, a permis de limiter le scandale déclenché par des salaires tout à fait choquants. Mais – cela a été dit aussi – cela s'inscrit dans un cadre actionnarial et il n'y a pas de garantie, notamment lorsque les actionnaires souhaitent avant tout avoir des gens extrêmement performants qui permettent aux sociétés dont ils détiennent les titres d'être généreuses en dividendes, que ce mécanisme permette de calmer toutes les ardeurs, tant s'en faut. Et surtout, cela n'apportera rien de particulier au bas de l'échelle.

Là intervient une réflexion d'ordre général, voire un peu philosophique: une société, j'en suis éminemment convaincu, doit, dans toute la mesure du possible, s'autoréguler. Il ne faut pas imposer des règles qui sont inutiles et des règles qui n'ont pas été utiles jusqu'à aujourd'hui. Mais il en va des sociétés humaines comme des systèmes naturels – j'aime beaucoup faire le parallèle entre l'écologie naturelle, l'écosystème proprement dit, et l'écologie humaine –, et nous nous apercevons que parfois ces systèmes, au lieu d'être capables de s'équilibrer par eux-mêmes, dérivent. C'est pré-

cisément ce qui est en train d'arriver au système des rémunérations en général, non seulement dans notre pays d'ailleurs, mais également dans la plupart des pays développés, pour ne considérer que ceux-ci. Et là, il faut une intervention, et cette intervention n'est pas simple à mettre en oeuvre.

Alors, le principal mérite que je reconnais à l'initiative populaire dont nous débattons ce matin est d'avoir défini cette fourchette. Parce qu'on a beau y réfléchir sous tous les angles, c'est, je crois, la fixation d'un ratio, d'une fourchette entre le plus bas et le plus haut salaire qui peut seule répondre à l'objectif.

Il est certes regrettable que cela doive être mis dans la Constitution, mais la dérive, dont je parlais tout à l'heure, du système des salaires me semble rendre la chose assez inévitable. Je crois que malheureusement, le texte de l'initiative «contre les rémunérations abusives» de Monsieur Minder, qui est désormais dans notre Constitution, ne suffira pas à résoudre ce problème. C'est la raison pour laquelle nous devons creuser cette idée du facteur salarial.

Evidemment, le système 1 à 12 est très dur en apparence. Il m'a fait sourire personnellement lorsque j'en ai pris connaissance, sachant que, dans passablement de pays européens, des propositions jugées déjà assez sévères évoquaient des valeurs de 1 à 20. Mais, finalement, il faut dire que dans les ordres de grandeur, ce n'est pas si faux. Pourquoi? Lorsque vous voyez quelqu'un qui gagne en un jour ce que vous mettez une année à gagner – cela a été dit aussi par des préopinants –, en quoi consiste le scandale? Il consiste en ceci que vous avez l'impression que votre travail, excusez-moi, mais c'est «de la merde»! Et cela, c'est extrêmement choquant: c'est une atteinte très forte au lien social.

Comment pouvons-nous vivre ensemble dans une société si nous créons le sentiment que certains font un travail formidable, au sens où cela a été dit aussi par d'autres préopinants, et que d'autres font vraiment le strict minimum, quasiment occupationnel, pour vivre en société? Cela ne va pas! Il faut qu'il y ait un respect mutuel suffisant pour le travail de chacun. C'est en ce sens-là que je trouve que l'écologie humaine est atteinte et que le système est dérivant. Sur le principe, je me suis convaincu que nous devons avoir quelque chose.

Maintenant, second aspect, discutons du mécanisme! Le mécanisme d'un ratio, je l'ai dit, est juste. Je l'ai dit aussi, je suis intimement convaincu que le système 1 à 12, pour des raisons simplement pratiques, est très dur et que, notamment, cela ne permettrait pas en soi une adaptation raisonnable et suffisamment progressive du système. Que l'on vise cet objectif, c'est très raisonnable. J'ai vécu durant mon premier mandat d'administrateur – j'étais, il est vrai, fort jeune, dans les années 1980 – le cas d'une entreprise qui tournait à l'époque sur 100 et quelques millions de francs de chiffre d'affaires, qui avait 200 employés et qui appliquait un rapport de 1 à 2.5. Cela marchait tout à fait bien. De ce point de vue, je ne vois pas de problème particulier. Je ne vois pas non plus de problème particulier, puisque je suis avocat, à ce que, par exemple, une secrétaire gagne 5000 ou 6000 francs par mois et un avocat 10 000 ou 12 000 francs, ce qui nous donne un facteur aussi assez raisonnable pour le salaire mensuel.

Mais c'est vrai, dans le contexte réel de notre économie, le système 1 à 12 est très dur. Il faut donc se pencher sur le texte précis de l'initiative et se demander s'il devient vraiment inacceptable à cause de ce chiffre sévère. Eh bien non, c'est ce que j'ai pu constater. Pourquoi? Pour deux raisons: la première, c'est que ce texte sévère ou dur est en revanche extrêmement généreux pour les exceptions. Il dispose à son alinéa 2 que «la Confédération légifère dans la mesure nécessaire et règle en particulier les exceptions, notamment en ce qui concerne ...», et différents cas sont mentionnés. Quand vous avez une clause aussi ouverte, cela permet bien entendu de faire énormément de choses en matière d'exceptions. Cela permet non seulement – et c'est très important et on l'oublie trop souvent en matière de législation – de prévoir des dispositions transitoires suffisamment

longues et souples, mais cela permet aussi d'avoir des exceptions permanentes assez larges.

La seconde raison, c'est que l'initiative n'interdit pas des mécanismes auxquels les entreprises intéressées, dans l'hypothèse où l'initiative populaire serait acceptée – ce qui est évidemment loin d'être certain –, réfléchissent déjà. A quoi réfléchissent-elles? A des choses extrêmement simples, c'est-à-dire à externaliser les salaires des deux bouts de l'échelle. Il est donc évident que, si on fait cela, on n'est peut-être pas dans l'esprit fondamental de l'article constitutionnel qui nous est proposé. Il aurait pu l'exclure expressément, mais il ne le fait pas. C'est peut-être une étourderie, peut-être une volonté, on n'en sait rien. Mais toujours est-il que c'est certainement, si la disposition est acceptée, une des choses qui se produira. Il n'est pas très facile de déléguer la gestion du haut de l'échelle, mais en revanche, il est très facile, et c'est très pratiqué, de déléguer toute une série de tâches qui correspondent aux salaires du plus bas de l'échelle. Donc on sait déjà que ce rapport de 1 à 12 ne sera pas entièrement respecté.

Personnellement, j'eusse préféré un texte plus précis avec une fourchette un peu plus large, mais qui aurait empêché ces mécanismes compensatoires. Toujours est-il que, comme ils sont imaginables et réalisables, on ne peut pas dire que l'initiative conçue dans sa globalité soit inacceptable. J'é mets simplement le regret que nous ne soyons pas entrés dans la logique d'un contre-projet parce qu'on aurait pu faire justement un texte plus satisfaisant qui prenne moins d'un côté, qui donne plus de l'autre, au sens où je viens de l'expliquer. Mais, évidemment, je comprends que, pour des raisons philosophiques, la majorité soit opposée farouchement au principe même et dise non.

Pour ma part, sans que ce soit d'une conviction absolue mais compte tenu de la souplesse qu'offre cette disposition et surtout compte tenu de l'impérative nécessité de marquer que le lien social en la matière doit être renforcé, je dirai oui.

Bischof Pirmin (CE, SO): Die Debatte gibt ja Gelegenheit, über eine Grundfrage zu diskutieren, die sich die Menschen immer wieder stellen. Die Abstimmung über die Abzocker-Initiative hat das gezeigt. Die Grundfrage ist: Gibt es einen gerechten Lohn, und gibt es gerechte Preise? Nachdem jetzt doch einige liberale und sozialdemokratische Theoretiker zitiert worden sind, erlaube ich mir, das vielleicht auch etwas aus der christlich-demokratischen Sicht zu betrachten.

Die Frage hat man sich tatsächlich immer gestellt, bereits die Kirchenlehrer haben das getan. Thomas von Aquin war der Meinung, dass es einen gerechten Preis gebe, dass der Mensch masshalten solle und dass der Kaufmann nicht jeden Preis verlangen dürfe, sondern einen, wie er sagte, «iustum pretium». Auf der protestantischen Seite war das eigentlich ähnlich. Martin Luther hat sich 1524 in einem Sendbrief an die Kaufleute mit dem Preis und dem Lohn beschäftigt. Martin Luther hat dem Kaufmann einen Lohn zugestanden. Sie erinnern sich vielleicht: Das war die Zeit, als die grossen norditalienischen Kaufleute aufkamen und in Deutschland das Bankhaus Fugger, also die ersten Hochblüten des Kapitalismus. Martin Luther hat gesagt, der Kaufmann dürfe sich durchaus seinen Lohn nehmen. Aber er müsse sich einen massvollen Lohn nehmen. Martin Luther empfahl dem Kaufmann, sich bei seinem Lohn, den er nehme, am Tagelöhner zu orientieren; vielleicht nicht mehr ganz zeitgemäss und vielleicht schon etwas über dem Massstab 1 zu 12.

Die Schweiz hat sich bei der Frage nach dem «iustum pretium» für einen anderen Weg entschieden, und zwar konsequenter als die europäischen Länder. Die Schweiz hat sich eigentlich tatsächlich für das liberale Modell des Wettbewerbs entschieden. Wir werden uns in einer Stunde über das Kartellgesetz unterhalten. Das Kartellgesetz schützt den Wettbewerb. Unsere Rechtsordnung, die wir hier haben, fusst nicht auf dem «iustum pretium», sondern auf dem Wettbewerb.

Wie sind wir damit gefahren? Welche Theoretiker haben nun eher Recht bekommen? An sich – die Zahlen sind vorhin er-

wähnt worden – ist die Schweiz mit diesem Modell bisher ausserordentlich gut gefahren. Wir lassen zwar mehr als andere europäische Länder den Wettbewerb spielen, haben aber recht früh erkannt, dass er gebändigt werden muss, damit sich das System nicht, wie es Frau Kollegin Fetzi gesagt hat, im Sinne von Schumpeter selbst zerstört.

Die Gesamtarbeitsverträge haben den Wettbewerb in der Schweiz kollektiviert, und der Bundesrat kann sogar in dieses Lohn- und Preistreiben eingreifen, indem er Gesamtarbeitsverträge allgemeinverbindlich erklärt – das tut er auch. Bei Staatsbetrieben kann der Staat als Mehrheitsaktionär die Löhne ohnehin selber festlegen.

Das Schweizervolk hat vor drei Wochen entschieden, dass der Wettbewerb auch bei den Managern gebändigt werden muss, durch die Aktionäre. Die Abzocker-Initiative von Kollege Minder, aber auch der Gegenvorschlag gingen ja in diese Richtung. Der Staat hat in der Schweiz auch die Möglichkeit, das Abzockersystem über die Steuern zu bändigen. Wir haben in der Schweiz ein ausserordentlich progressives Steuersystem, das übermässige Entschädigungen abschöpft. Wir hätten an sich auch die Möglichkeit, das auf Unternehmensstufe mit einer Boni-Steuer zu machen – um das noch einmal zu erwähnen –, indem wir damit verhindern würden, dass übermässige Entschädigungen von den Steuern abgezogen werden könnten.

Nein, es ist ein anderes Konzept, das Konzept des Wettbewerbs. Es funktioniert aber nur, wenn der Wettbewerb auch durchgesetzt und eingehalten wird. Es funktioniert auch nur, wenn ein paar Grundwerte wie Anstand und Masshalten auch in den obersten Führungsetagen wieder Einzug halten. Wenn man Max Weber folgen will, ist der Protestantismus ja die Wurzel des Kapitalismus in Europa. Der Kronzeuge des Protestantismus in der welschen Schweiz, Jean Calvin, der in der Romandie im Effekt wirklich auch für die Entfesselung der Industrie sorgte – da hat Max Weber schon Recht –, sagte, die Unternehmen dürften unbeschränkt Gewinne machen, aber wenn der Unternehmer Geld aus dem Unternehmen nehme, habe er sich jeglichen Luxus zu enthalten. Calvin kommt hier also auch wieder auf das Masshalten zurück. Da, beim Luxusverbot und bei der Idee des Masshaltens, haben wir heute vielleicht auf Unternehmensebene schon nicht mehr die richtige Haltung.

Wenn wir das schweizerische Erfolgsmodell, zum dem ich voll stehe, durchziehen wollen, dann müssen wir auf den Unternehmensetagen dafür sorgen, dass dort diese Geisteshaltung im Sinne der katholischen Soziallehre oder der protestantischen Reformatoren wieder Einzug hält. Dann brauchen wir die 1:12-Initiative nicht, die eben viel zu viele Nachteile hat, weil sie den Wettbewerb zerstört.

Luginbühl Werner (BD, BE): Die Annahme der Abzocker-Initiative hat gezeigt, dass das Schweizervolk genug von exzessiven Löhnen und Boni hat, von Löhnen, die in keinem Verhältnis zur erbrachten Leistung stehen, und von Boni, die auch bezahlt werden, wenn die Unternehmen rote Zahlen schreiben; es hat davon definitiv genug.

Wenn es heute noch Manager und Spitzen von Verbänden geben sollte, die glauben, man könne sich jetzt für zwei, drei Jahre etwas demütig geben und nachher zur Tagesordnung zurückkehren, dann haben sie nichts begriffen; dann haben sie nicht begriffen, dass das Volk in einer direkten Demokratie die Möglichkeit hat, direkt in die Wirtschaftsordnung einzugreifen, auch bereits dann, wenn die Politik noch glaubt, nicht tätig werden zu müssen. Dann haben sie nicht begriffen, dass sie mit ihrem Handeln entscheidende Erfolgsfaktoren unseres Landes, nämlich die Sozialpartnerschaft und den Arbeitsfrieden, aufs Spiel setzen.

Ich will den Ball aber nicht nur einseitig der Wirtschaft zuspielen. Auch die Politik, und vor allem auch die Politik, ist gefordert. Es gibt doch eine stattliche Zahl von bürgerlichen Politikern – das müssen wir selbstkritisch festhalten –, die das Problem zu Beginn auch unterschätzt haben. Ich muss leider sagen, dass ich mich diesem Vorwurf auch nicht ganz entziehen kann. Vor drei, vier Jahren, als wir mit der Aktienrechtsrevision begannen, habe ich das Problem unter-

schätzt. Ich bin damals davon ausgegangen, dass im Gefolge der Finanzkrise Vernunft einkehren werde. Das war wohl leider ein Irrtum, wie jüngere Entwicklungen zeigen. Trotzdem dürfen die Exzesse nicht dazu führen, dass wir über das Notwendige hinaus in den Wettbewerb eingreifen und die Wirtschaftsfreiheit beeinträchtigen. Ein vergleichsweise flexibler Arbeitsmarkt und eine freiheitliche Wirtschaftsordnung sind eben weitere Erfolgsfaktoren für Wohlstand und tiefe Arbeitslosigkeit in diesem Land. Auch wenn uns Exzesse stören, darf dies nicht zu einer Abkehr vom Leistungsprinzip führen. Wer mehr leistet, darf mehr verdienen; wer überdurchschnittliches leistet, darf auch überdurchschnittlich verdienen.

Wenn der Mittelstand in der Schweiz von einem vergleichsweise milden Steuerklima profitiert, liegt das auch daran, dass es Gutverdienende gibt, die hohe Steuern zahlen und einen ganz massgeblichen Beitrag zum Steueraufkommen leisten. Ist dies nicht mehr der Fall, wird sich das Klima auch für die mittleren und tiefen Einkommen verschlechtern.

Auch in anderen Ländern stören sich die Leute an Abzockerei und Boni-Exzessen. Im Gegensatz zur Schweiz fehlen dort aber in der Regel direktdemokratische Instrumente, um eben direkt etwas dagegen unternehmen zu können. In den Regierungen verschiedener Länder wächst die Einsicht, dass gehandelt werden muss, wenn der soziale Friede nicht nachhaltig gefährdet werden soll. Eine wirksame Mässigung von Löhnen und Boni wird global aber wahrscheinlich erst möglich, wenn die Mehrheit der Wirtschaftsnationen dieses Problem erkannt hat und in diesem Bereich Massnahmen – welcher Art auch immer – ergreift. Bis dahin kann die Schweiz als Land, das viele internationale Konzerne beheimatet, kaum Regelungen erlassen, die derart einschneidend sind wie jene der 1:12-Initiative, die uns im globalen Wettbewerb stark benachteiligen würden.

Das Anliegen der Initiative ist populär, und die Initiative hat beim Volk, das ist zumindest meine Auffassung, durchaus eine realistische Chance. Auf den ersten Blick ist es ja auch kaum verständlich, dass der höchste Lohn mehr als zwölfmal höher sein soll als der tiefste. Angesichts der erwähnten Konkurrenzsituation würde eine Annahme der Initiative aber die Attraktivität des Wirtschaftsstandortes Schweiz massiv beeinträchtigen.

Zudem gilt es jetzt doch auch einmal zu beobachten, was für Folgen die bereits ergriffenen Massnahmen haben werden. Das Schweizervolk hat die Initiative von Kollege Minder sehr deutlich angenommen; wenn die Initiative keine Mogelpackung war, müsste sie doch zu einer gewissen Mässigung im Bereich der Toplöhne und der Boni führen.

Ich mache mir keine Illusionen: Die Initiativgegner werden massiv gefordert sein. Bei der gegenwärtigen Stimmung und bei dem gegenwärtigen Umfeld wird es nicht einfach sein, das Schweizervolk von einem Nein zu dieser Volksinitiative zu überzeugen. Gelingen wird uns das nur, wenn Wirtschaftsführer und Wirtschaftsverbände durch ihr Handeln aufzeigen, dass sie die Zeichen der Zeit verstanden haben. Bei Rückenschüssen à la Vasella werden wir auch diese Abstimmung verlieren.

Ich bitte Sie, die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Comte Raphaël (RL, NE): Dans le domaine religieux, il y a un principe qui a du succès, c'est la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Eh bien, je pense que, dans le domaine économique, on devrait sensiblement appliquer un principe de séparation de l'Etat et de l'économie. Or, de plus en plus, on voit l'Etat s'ingérer dans le fonctionnement des entreprises. Le rôle principal de l'Etat n'est pas de diriger l'économie – dans certains pays, dans certains systèmes, à certaines périodes, cela s'est fait, avec un succès plutôt mitigé et ces pays en sont revenus – mais de fixer des conditions-cadres favorables pour permettre à l'économie de se développer. Et si l'on veut de plus en plus s'ingérer dans le fonctionnement des entreprises, à un moment donné se posera la question de savoir si le milieu politique doit aussi assumer les responsabilités lorsque des problèmes se poseront. Si, à force de s'ingérer dans les entreprises, il y a des problèmes, des

places de travail qui sont perdues, est-ce que nous serons à un moment donné responsables de cette situation?

L'initiative populaire dont nous débattons porte atteinte à la liberté économique. On peut porter atteinte à la liberté économique; hier, nous l'avons fait dans le domaine de l'alcool avec l'adoption d'un prix minimum: c'était une atteinte à la liberté économique, mais avec un objectif clairement défini qui est un objectif de santé publique. Il y avait un autre intérêt public à défendre et nous avons estimé, en tout cas en majorité, que la santé publique, ici, devait primer la liberté économique. Quel est véritablement l'intérêt public que poursuit cette initiative? Peut-être la paix sociale? Mais on constate en Suisse que les salaires annuels sont finalement relativement bons, on ne vit pas dans une situation où il y a des grèves à répétition, le dialogue social existe. On a donc de la peine à voir quel est cet intérêt public. Si l'on voit les nombreux étrangers qui, chaque jour, traversent la frontière pour venir travailler en Suisse, on doit en déduire que notre système de salaires n'est pas si mauvais que cela.

L'initiative populaire «1:12 – Pour des salaires équitables» est aussi contraire à l'esprit et à la tradition suisses que sont la paix du travail et le dialogue entre les partenaires sociaux. Finalement, l'initiative conduit à retirer des responsabilités aux partenaires sociaux et à en donner au législateur, tout cela parce que, dans quelques cas de figure, il y a effectivement des salaires annuels largement excessifs. Mais doit-on légiférer, modifier la Constitution pour quelques cas, ou ne doit-on pas constater que, d'une manière générale, notre système salarial fonctionne?

Si nous voulons faire en sorte qu'il y ait des bonnes proportions entre les salaires les plus bas et les salaires les plus élevés, le dialogue social, le partenariat social restent finalement les meilleurs moyens. Ce qui est important, ce n'est pas tant la différence entre les salaires: on a parfois l'impression, quand on entend certains initiants, qu'ils préféreraient que tout le monde soit pauvre, pourvu qu'il n'y ait pas de différence. Eh bien non! Le plus important, c'est de faire en sorte que le niveau global moyen de la population soit le meilleur possible, que tout le monde puisse gagner décemment sa vie avec son travail – même si ce n'est pas toujours le cas aujourd'hui. Il y a des travailleurs pauvres, et cela, c'est naturellement quelque chose d'inadmissible. L'objectif est de faire en sorte que l'ensemble des salaires puisse augmenter, et si l'on compare notre pays à d'autres, c'est le cas dans notre pays: nos salaires sont relativement bons, et c'est aussi la conséquence de ce partenariat social.

L'initiative ne va pas résoudre le problème de ces différences salariales, parce que sitôt qu'on introduira une nouvelle contrainte, on verra naturellement les entreprises essayer de contourner cette réglementation. Cela peut se faire par la sous-traitance: on peut sous-traiter certains domaines de l'entreprise, ce qui permettra de faire en sorte que l'écart salarial diminue. On peut avoir des entreprises qui se déplaceront à l'étranger, parce qu'elles estimeront que le climat politique n'est pas suffisamment favorable, et cela pourra impliquer des pertes de places de travail et des pertes de recettes fiscales.

Si l'on met ce risque de pertes de recettes fiscales et de places de travail face à l'absence d'intérêt public réel que représente cette initiative, on se demande presque si elle ne devrait pas être la première de l'histoire à être retirée sans même qu'on lui oppose un contre-projet.

Notre pays a accepté récemment l'initiative Minder, qui apporte une réponse à la question des rémunérations abusives et notre Parlement s'est saisi de cette question-là par le biais d'un contre-projet. Je crois donc que nous sommes unis dans l'idée qu'il doit y avoir une certaine modération dans le domaine salarial – on ne va pas rouvrir le débat pour savoir si l'initiative ou le contre-projet était meilleur, le peuple a désormais tranché. Une réglementation sera faite pour limiter les rémunérations abusives.

Aujourd'hui, la question est de savoir si l'on va ajouter encore à cette décision qui a été prise une nouvelle contrainte. Je crois que là on serait véritablement dans l'excès. Le peuple a clairement montré qu'il souhaitait une limitation des

rémunérations abusives, il l'a fait par le biais de l'initiative populaire de notre collègue Minder. Il n'est donc plus besoin de l'initiative 1:12.

Je vous invite donc clairement à recommander au peuple et aux cantons de la rejeter.

Rechsteiner Paul (S, SG): Blenden wir noch einmal zwanzig, fünfundzwanzig Jahre zurück, und stellen wir uns vor, wir wären damals in diesem Saal gesessen. In dieser Zeit, in den Achtzigerjahren, haben CEO – so nannte man sie noch nicht –, Manager, Generaldirektoren, Direktionspräsidenten einen Lohn in der Grössenordnung des Lohnes von Bundesräten verdient – im Extremfall etwas mehr, aber in der Grössenordnung des Lohnes von Bundesräten. In den Neunzigerjahren war es unvorstellbar – stellen Sie sich vor, wir wären hier gesessen –, dass es Manager geben würde, dass es überhaupt Leute geben würde, die mehr als 1 Million Franken verdienen würden. Das war damals unvorstellbar. 1 Million war eine Schallgrenze. Wir wissen, was seither passiert ist. Die Erscheinung ist historisch gesehen relativ jung: die Lohnexplosion, der Umstand, dass Manager 2, 3, 15, 30 Millionen Franken kassieren – von verdienen kann man in solchen Fällen nicht reden.

Auch beim Bund war es damals so. Es war nicht vorstellbar, dass es Bundesangestellte oder dass es Beschäftigte bei den Bundesunternehmen geben würde, die mehr verdienten als ein Bundesrat. Ein Bundesratssalär – ein Bundesrat verdient anständig, er verdient gut – war die Grenze. Wir wissen, dass es inzwischen bei den sogenannten Bundesunternehmen auch so ist, dass die Manager ein Mehrfaches davon kassieren, während umgekehrt, das ist die Kehrseite der Medaille, der Druck auf die Beschäftigten mit kleinerem Einkommen gestiegen ist. Die gewöhnlichen Angestellten, Briefträger, Pöstler, die haben das zu spüren bekommen, obwohl sie es sind, die die alltägliche Arbeit in diesen Unternehmen leisten.

Die Volksinitiative «1:12 – Für gerechte Löhne» ist eine politische Antwort auf diesen Lohnskandal, auf diese Exzesse oben und den Druck unten. Die Zahl 12 kommt nicht von den 12 Aposteln, wie man das hätte man meinen können, wenn man Herrn Bischof zuhörte. 1 zu 12 hat eine schlichte Logik, wie ich mir habe erklären lassen. Die Zahl scheint hoch. Trotzdem, sie setzt bei der Überlegung an, dass niemand für sich in Anspruch nehmen kann, in einem einzigen Monat mehr zu verdienen als andere in einem ganzen Jahr. Das ist eine Limite, die, wie ich meine, an eine Grenze geht, aber ihre Plausibilität hat.

Die Schweiz ist über all die Jahrzehnte nach dem Zweiten Weltkrieg gut damit gefahren, dass die Ungleichheit in der Entwicklung der Saläre nicht so extrem war wie in den letzten zehn, fünfzehn Jahren. Es ist so, dass die Schweiz wettbewerbsfähig war; die Schweiz hatte eine positive wirtschaftliche Entwicklung ab den Fünfzigerjahren. Jene, die jetzt so tun, als ob das Erfolgsmodell Schweiz darauf beruhe, dass den Salärexzessen oben nichts entgegengesetzt werden dürfe, sitzen einem Irrtum auf, sie machen eine Fehleinschätzung. Die Qualität und die Leistungsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft beruhen auf ganz anderen Dingen, namentlich auch auf der hohen Produktivität der Leute, die hier ihre Arbeit leisten, auf Regulierungen, die im Grossen und Ganzen doch angemessen sind, auch wenn sie in gewissen Bereichen noch optimiert werden könnten. Es sind diese Dinge, die entscheidend sind. Es ist sicher nicht das Verdienst dieser Salärexzesse, dass die Schweiz im internationalen Vergleich gut dasteht. Das ist eine Verzerrung der Dinge, eine Legitimation einer Fehlentwicklung, einer gravierenden Fehlentwicklung. Das muss hier doch ins richtige Licht gestellt werden.

Wir haben in der Schweiz ein Analyseproblem, auch ein Problem der Statistik. Es wird sehr vieles bei uns statistisch erhoben: Es gibt eine ausgebauten Zollstatistik, Grossvieheinheiten und Obstbäume werden bei uns gezählt. Doch wenn es um die Vermögensentwicklung oder die Einkommensentwicklung geht, sind wir bezüglich der Statistik und der Analysen ein Entwicklungsland. Deshalb musste der Schweizeri-

sche Gewerkschaftsbund – wir haben damit im Jahr 2011 begonnen – Verteilungsberichte über die Einkommens- und Vermögensentwicklung erstellen, dies aufgrund der validen Zahlen, die weitgehend auch vorhanden sind, wenn man sie zusammensucht; es sind offizielle Zahlen. Diese Statistiken geben ein klares Bild der Fehlentwicklung der letzten zehn, fünfzehn Jahre: Die Arbeitsproduktivität ist ständig gestiegen, die Schweizer Wirtschaft produziert mehr, aber die durchschnittlichen Einkommen haben davon nicht profitiert. Bei den tiefen Einkommen gab es dank der Mindestlohnkampagnen der Gewerkschaften zwar eine leicht positive Entwicklung. Aber auch da konnte mit der Produktivitätsentwicklung nicht Schritt gehalten werden. Es gibt eine einzige Schicht, die extrem profitiert hat, die abkassiert hat, weit, weit über die Produktivitätsentwicklung hinaus: Es sind die hohen und die höchsten Einkommen, die um ein x-Faches von dieser Entwicklung profitiert haben. Das ist die Fehlentwicklung der letzten Jahre.

Es gibt einen Kult der sozialen Ungleichheit, der auf verschiedene Art und Weise gerechtfertigt wird. Dieser Kult der sozialen Ungleichheit ist gefährlich, er ist auch gefährlich für die Demokratie. Nach den Nobelpreisträgern Stiglitz und Krugman ist eine extreme Einkommenskonzentration unvereinbar mit wahrer Demokratie. Niemand könne ernsthaft bestreiten, so heisst es, dass das politische System durch den Einfluss des Grosskapitals, durch diese Ungleichentwicklung verzerrt werde. Das führt zum Schluss, dass es Risiken gibt, wenn es mit dieser Fehlentwicklung so weitergeht, Risiken für unsere Demokratie und gesellschaftliche Risiken.

Es ist, wenn man es ökonomisch betrachtet, aber auch so, dass die zunehmende Ungleichheit wirtschaftlich falsch und unproduktiv ist. Jüngere ökonomische Untersuchungen zeigen wieder, dass mehr Gleichheit und weniger Ungleichheit die wirtschaftliche Entwicklung begünstigen und das Umgekehrte, eine Ungleichentwicklung, das Wachstum hemmt. Wenn Sie den gerade zitierten Nobelpreisträgern Stiglitz und Krugman nicht folgen wollen, können Sie das beispielsweise auch in der aktuellen Ausgabe von «Finanz und Wirtschaft» nachlesen, die draussen im Vorzimmer aufliegt.

Was schlägt der Bundesrat bei dieser Ausgangslage nun vor? Er preist in der Botschaft die progressiven Steuern und den sozialen Ausgleich durch den Sozialstaat. Wenn er so argumentiert, dann könnte man ihm eigentlich nur folgen. Progressive Steuern begünstigen eine ausgeglichene Einkommensverteilung, allerdings müssen solchen hehren Worten auch Taten folgen. Was der Bundesrat in dieser Botschaft zu den Steuern schreibt, widerspricht leider der konkreten Steuerpolitik. Die Steuerpolitik der letzten Jahre hat gerade die falsche Entwicklung begünstigt: mit Steuergeschenken für hohe Einkommen und hohe Vermögen – denken wir nur an die Irreführung der Bevölkerung bei der Unternehmenssteuerreform II –, aber auch mit dem Bruch der Progression bei der direkten Bundessteuer, der unter dem hehren Titel «Ehegattenbesteuerung» vorgesehen ist. Wenn die Progression gebrochen wird, sind die Folgen negativ. Wenn wir eine ausgeglichene Einkommensentwicklung wollen, dann müssen wir dafür sorgen, dass die hohen Einkommen und Vermögen wieder stärker zur Finanzierung der allgemeinen Aufgaben beitragen müssen. Steuerpolitik ist ein wirksames Instrument, aber man muss es auch in der richtigen Richtung nutzen.

In der Botschaft lobt der Bundesrat auch die Sozialpartnerschaft. Das ist positiv, nur muss man hier wieder einmal sagen – wir werden ja noch grössere Debatten vor uns haben –, dass es diese Sozialpartnerschaft gerade in den prekären Bereichen, in denen wir auch in der Schweiz ein akutes Tieflohnproblem haben, nicht gibt, weil sich die Arbeitgeber in diesen Branchen weigern, Gesamtarbeitsverträge abzuschliessen, oder weil es in diesen Branchen teilweise gar keine Arbeitgeberverbände gibt. Es ist beispielsweise skandalös, dass es in der Schweiz 130 000 bis 140 000 Menschen gibt, die eine qualifizierte Berufsausbildung und Berufserfahrung haben und Vollzeitarbeit leisten, die aber trotzdem nicht genug verdienen, um davon leben zu können – Verkäuferinnen beispielsweise, die bei Schuh- oder

Kleiderketten arbeiten, die Milliardären gehören. Diese bezahlen Schandlöhne, nur weil wir in der Schweiz – im Unterschied zu anderen Ländern wie Österreich und Deutschland, wo gesamtarbeitsvertragliche Regelungen selbstverständlich eingehalten werden – solche ungenügenden Regulierungen haben. Obwohl diese Verkäuferinnen hochqualifiziert sind, eine Lehre gemacht und Berufserfahrung haben, verdienen sie einen Lohn, der nicht zum Leben reicht.

Hier gibt es Handlungsbedarf. Das wird dann bei der Mindestlohn-Initiative das grosse Thema sein, wir werden uns damit auseinandersetzen können. Aber wie gesagt, das Lob der Sozialpartnerschaft in der Botschaft ist positiv, aber auch hier müssen den schönen Worten Taten folgen.

Im Ergebnis ist es klar, dass die zunehmende Einkommens- und Vermögensungleichheit seit den Achtzigerjahren, seit dem Einsetzen der neoliberalen Welle, politisch gewollt und unterstützt war. Es war eine politisch orchestrierte und eingeleitete Wende in die falsche Richtung. Diese kann mit politischen Entscheiden, die in die richtige Richtung gehen, auch wieder umgedreht werden.

Die Volksinitiative «1:12 – Für gerechte Löhne» ist ein Beitrag dazu. Sie will ein Stück Rückkehr zur Vernunft. Sie will, dass die höchsten Löhne herunterkommen und dass die tieferen Löhne angehoben werden. Beides ist gut für die Gesellschaft, die Wirtschaft und für die Demokratie, und es ist gut für die Schweiz.

Deshalb bitte ich Sie, dieser Initiative zuzustimmen.

Jenny This (V, GL): Zu meiner Interessenbindung: Als selbstständiger Unternehmer mit rund 250 Mitarbeitern gehöre ich zu jenen, die von dieser Initiative betroffen wären – die Betonung liegt auf «wären» –, sofern ich nicht dazu übergehen würde, mir einen Teil meines Lohnes in Dividenden auszahlen zu lassen, selbstverständlich zulasten der Sozialwerke. Vor diesem Hintergrund, Herr Kollege Rechsteiner, gehöre ich auch zu jenen, die mehr verdienen als ein Bundesrat. Aber es wollen ja auch viel mehr Leute Bundesrat werden als Bauunternehmer! (*Heiterkeit*)

Das ist der Hintergrund. Es wird Sie deshalb kaum überraschen, dass ich Ihnen diese Initiative zur Ablehnung empfehle.

Volksinitiativen fallen ja nicht einfach vom Himmel. Sie greifen in aller Regel ein Thema auf, das die Bevölkerung beschäftigt; ob zu Recht oder zu Unrecht, sei einmal dahingestellt. Damit lässt sich auch, wie meine Kollegen Rechsteiner und Zanetti wortreich bewiesen haben, trefflich politisieren. Das war bei der Minder-Initiative und bei der Ausschaffungs-Initiative nicht anders, ob uns diese Initiativen nun sympathisch sind oder nicht. Ob es so ist, wie Kollegin Fetz das dargestellt hat, wage ich dann zu bezweifeln.

Nun gibt es aber in der Bevölkerung Unmut wegen der pervertierten Millionengehälter einiger Unbelehrbarer. Mit dieser Initiative versucht man, solchen Auswüchsen den Riegel zu schieben. So berechtigt der Unmut auch immer ist, mit dieser Initiative zielt man auf das Herz bzw. auf das Rückgrat der Wirtschaft.

Kollege Zanetti, Vergleiche mit der Glarner Kantonalbank hinken selbstverständlich. Die Glarner Kantonalbank gehört dem Staat. Der Landrat hat die Oberaufsicht über die Kantonalbank, also kann er auch Obergrenzen für die Gehälter des Managements festlegen. Das haben wir gemacht. Da haben nicht wildfremde Leute, die in dieser Bank nichts zu sagen haben, etwas bestimmt. Der Mehrheitsaktionär, der die Oberaufsicht hat, hat gesagt: «Das ist die Obergrenze.»

Nun will man wegen dreissig, vierzig Unbelehrbaren – sie sind tatsächlich vorhanden – allen rechtschaffenen Unternehmern, die das Geld für schwierige Zeiten und für andere Investitionen auf die Seite scheffeln, an den Kragen gehen. Wir haben vor rund drei Wochen der Minder-Initiative zugestimmt. Sie besagt klar und eindeutig: Die Aktionäre sollen bestimmen, wer wie viel Geld bekommt. Wenn ich nun als Mehrheitsaktionär meinem leitenden Kader zwanzigmal mehr ausbezahle als den Minimallohn, dann ist das doch meine Sache. Wenn Sie mir das auch noch vorschreiben

wollen, dann haben wir es in dieser Schweiz tatsächlich weit gebracht.

Sie gehen mit mir sicher einig, dass wir eine sehr tiefe Arbeitslosigkeit haben; das wurde mehrmals betont, insbesondere von Kollege Freitag. Wir haben praktisch keine Jugendarbeitslosigkeit; das interessiert Sie besonders, Kollege Zanetti. Unsere Wirtschaft bietet jungen Leuten einmalige Karrierechancen. Wir sind das innovativste Land der Welt, mit einem funktionierenden Bildungssystem.

Unsere Rentner können ihren Lebensabend in Würde und aller Freiheit geniessen. Unsere Städte und Dörfer gehören zum Schönsten, was es überhaupt gibt, und wir werden darum rundherum beneidet. Weshalb um alle Welt wollen wir dieses Erfolgsmodell kopieren? Das macht doch keinen Sinn! Wir müssen dort etwas ändern, wo es nicht gut läuft, aber nicht dort, wo es funktioniert und wir in Wohlstand leben. Glauben Sie denn tatsächlich, dass es dem Mittelstand und den Leuten mit tieferen Einkommen bessergeht, nur weil wir die oberen Segmente beschneiden? Mir geht es doch dann nicht besser, nur weil ein anderer weniger verdient. Das ist doch ein Irrglaube!

Frankreich zeigt uns eindrücklich, wohin das führt. Wer dort Geld verdient, versucht alles, um diesem Land den Rücken zu kehren. Ich kann nun wirklich nicht glauben, dass diese Initiative – gut, Sie müssen sie vertreten – Ihrer wahrer Überzeugung entspricht, dafür schätze ich Sie zu gut ein. Offenbar ist man auch im Glauben, man treffe mit dieser Initiative nur grosse und internationale Unternehmen. Das stimmt aber nachweislich nicht. Es kann bereits für mittlere Unternehmungen ab 100 Mitarbeitern zu einem Problem werden.

Wir haben in diesem Land nicht nur eine Einkommens-, sondern eben auch eine Vermögenssteuer. Wenn das Unternehmen schwer ist, bezahlen Sie beachtliche Vermögenssteuern. Dann würde der Lohn nie ausreichen, um diese Steuern zu bezahlen. Dann müssten Sie Geld, Kredite, aufnehmen, damit Sie diese Steuern bezahlen könnten, obwohl Sie, Unternehmung und privat zusammen, sehr viel Geld hätten. Das kann es ja nicht sein!

Jetzt noch ein kleines Detail am Rand – das dürfte Sie als Sozialpartner interessieren: 70 Prozent der Leistungen unserer Sozialwerke werden von den Arbeitgebern zusammen mit den obersten Einkommen bezahlt – also über die Hälfte. Das ist nicht nichts! Wenn wir diesen Anteil senken, hat dies also äusserst gravierende Auswirkungen auf die Finanzierung der Sozialwerke. Haben Sie Vorschläge? Präsentieren Sie Vorschläge, wie wir diese Lücken füllen sollen? Da hört dann die gute Laune auf. Von den allgemeinen Staats- und Kantonssteuern ganz zu schweigen. Was meinen Sie, wie viel den Kantonen entginge? Es geht um gigantische Zahlen, und ich frage Sie, wie dann unsere Infrastrukturen und unser Bildungssystem finanziert werden sollen.

Wir dürfen unser Erfolgsmodell nicht mutwillig zerstören. Freuen wir uns doch an jenen, denen es gutgeht, freuen wir uns, dass es uns allen gutgeht! Ich möchte Sie bitten, dieser wirtschaftsschädlichen Initiative eine Abfuhr zu erteilen.

Minder Thomas (V, SH): Diese Initiative hat etwas Sympathisches, da stimme ich mehreren Votanten zu. Einen Faktor zwischen Höchst- und Tiefstlohn in einer Aktiengesellschaft zu definieren ist nicht a priori schlecht. Im Gegenteil, ich begrüsse das sogar. Gute Corporate Governance sollte diese Frage beantworten. Der Fall Novartis und Vasella hat gezeigt, dass dieses gegenseitige Gewähren von hohen Vergütungen im Verwaltungsrat ein No-go ist.

Auch ich habe lange an diesem Lösungsvorschlag, an einem Faktor herumstudiert, diesen aber verworfen, als ich die HSG-Ethiker mit einem Faktor 30 konfrontierte, welche einen Faktor 50 noch akzeptabel fanden. Persönlich denke ich, jede AG sollte einen solchen Faktor über ihre Statuten regeln. Ein klar definierter Faktor zwischen Höchst- und Tiefstlohn in den Statuten, vor allem bei grossen Publikums-gesellschaften, schafft Transparenz und Vertrauen bei der Belegschaft und bei den Investoren. Wenn man die Novartis nimmt, so hätte da längst ein Verhältnis zwischen Höchst-

und Tiefstlohn definiert werden sollen. Dann hätte Vasella nicht so abgehoben. Herr Vasella hat nach der Fusion mit 1 Million Franken angefangen. In all den Jahren hat er ein Konstrukt aufgebaut, welches ihm erlaubte, bis zu 44 Millionen Franken abzuzweigen. Man kann diesbezüglich das Buch von Dirk Schütz, «Gierige Chefs. Warum kein Manager zwanzig Millionen wert ist», lesen. Darin werden die Mechanismen bei Novartis und Vasella beschrieben.

Bei Novartis ergäbe das bei einem Mindestlohn von 4000 Franken für das unterste Segment einen Faktor von 916. Sie haben richtig verstanden: 916! Ein in den Statuten definierter Faktor hätte dies verhindert. Ich würde Bundesrat und Parlament einen indirekten Gegenvorschlag in diese Richtung unterbreiten. Leider haben es der Bundesrat und die Kommission jedoch verpasst und ausgeschlagen, einen solchen zu machen. Ich meine zu spüren, dass das Parlament die Stimmung, die Temperatur im Volk bei dieser Initiative zu wenig fühlt und die Vorlage ohne Gegenvorschlag abschmettern will. Die deutliche Annahme der Volksinitiative «gegen die Abzockerei» hat gezeigt, dass das Volk durchaus gewillt ist, Leitplanken zu setzen. Macht das Parlament hier keinen Gegenvorschlag – das hat es anscheinend entschieden –, so riskiert es die Annahme der Initiative.

Für den normalen Bürger reicht ein Faktor 12, wenn er seinen Lohn mit jenem seines Chefs vergleicht. In der Verwaltung und in der KMU-Landschaft macht diese Volksinitiative kein Bauchweh, sie geniesst grosse Sympathie. Wenn sie angenommen wird, ändert sich am Lohnsystem im Gewerbe nichts. Ich erwähne in diesem Zusammenhang, dass 99,7 Prozent aller Gesellschaften in der Schweiz KMU sind. Es ist daher auch falsch, wenn der Gewerbeverband in der Gegenkampagne den Lead übernehmen will.

Wir haben es gehört: Wenn in der EU die Boni bei den Finanzdienstleistern – wo bekanntlich die Exzesse wahrlich am grössten sind – sogar mit einem Faktor von 2 gedeckelt werden, so ist die 1:12-Initiative geradezu human.

Ich selbst werde die Initiative jedoch nicht unterstützen. Vielleicht überrascht Sie das, ich kann Ihnen aber auch erklären, warum: Erstens ist ein einziger Faktor für alle Firmen in der Schweiz falsch. Zweitens kann die Beschränkung ganz einfach umgangen werden, indem man, das wurde bereits diverse Male erwähnt, die Toplöhne einfach in eine andere Aktiengesellschaft auslagert und die Tiefstlöhne ebenfalls in eine andere Aktiengesellschaft auslagert – oder man lässt die tiefsten Löhne einfach über Adecco oder Manpower laufen. Es gibt sogar noch eine günstigere Variante, diese wurde auch angetönt: Sie lassen die hohen Löhne einfach über eine ausländische Buchhaltung laufen. Da die Topmanager, und um diese geht es, so oder so dauernd auf Achse sind und die ausländischen Niederlassungen besuchen, kann das sehr plausibel erklärt und begründet werden. Gehälter, welche über eine ausländische Buchhaltung laufen, umgehen diese Initiative.

Das, was wir bei der Abzocker-Initiative richtig gemacht haben, haben die Juso leider falsch gemacht: Sie haben vergessen, die Hintertüren zu schliessen, um Umgehungsmöglichkeiten zu vermeiden. Beim Thema «Geld und Gier», das sicher auch der Ursprung dieser Initiative ist, ist es absolut zentral, dass Sie die Hintertüren, die Schlupflöcher schliessen. Leider haben das die Juso verpasst; der Initiativtext ist schlecht formuliert. Etwas in die Verfassung zu schreiben, das mit einem simplen Federstrich umgangen werden kann, ist falsch.

Das ist einer der Hauptgründe, warum ich diese Initiative ablehne.

Schneider-Ammann Johann N., Bundesrat: Ich habe in meiner Präsidialansprache als Swissmem-Präsident im Jahr 2002 Anstand angemahnt. Ich habe damals gesagt, es gehe um Masshalten. Ich habe Verantwortungsbewusstsein eingefordert. Das ist ziemlich genau zehn Jahre her, und wir sind immer noch in einer Diskussion, in der wir riskieren, dass wir zusätzliche Fehlentwicklungen einleiten.

Freiheit braucht Verantwortung. Von dieser Devise bin ich überzeugt, an diese Devise halte ich mich. Ich lade das Volk,

uns alle ein, mit dieser Devise die Fehlentwicklungen, die unserem Land schaden würden, die uns Wohlstand kosten könnten, zu verhindern.

Damit bin ich bei der 1:12-Initiative. Man kann ihr von der Idee her auch etwas abgewinnen. Aber es ist das falsche Instrument, es ist der falsche Weg.

Der Bundesrat hat am 18. Januar 2012 die Botschaft verabschiedet. Er hat entschieden, die Initiative ohne Gegenvorschlag zur Ablehnung zu empfehlen. Er hat das getan, weil in der Einschätzung des Bundesrates die von der Initiative gesteckten Ziele nicht zu erreichen sind. Was sind diese Ziele? Es ist der Versuch, das fehlentwickelte System unter Kontrolle zu bringen. Das geht mit dieser 1:12-Initiative nicht. Die Initiative ist kein Konzept, um Wohlfahrt und Wohlstand zu befördern. Sie ist kein Konzept, um die Selbstverantwortung zu fördern. Sie ist insbesondere auch kein Konzept, um den Leistungswillen zu fördern, um einen Leistungsanreiz zu setzen und um die Erwerbsbeteiligung hochzuhalten.

Wenn die Initiative denn angenommen würde, würde sie im Gegenteil vor allem für die KMU hohe administrative Kosten bringen und damit deren Wettbewerbsfähigkeit zusätzlich belasten. Ich erinnere Sie daran, dass etwa 260 000 der 300 000 Unternehmungen in diesem Land weniger als zehn Beschäftigte haben; diesen Unternehmungen solche Abgrenzungsfragen und einen solchen Umsetzungsaufwand zuzumuten wäre schlicht untragbar.

Die Lohnbildungspolitik in der Schweiz basiert auf bewährten Grundsätzen. Sie haben sie alle aufgezählt: Die Lohnbildungspolitik in diesem Land basiert vor allem auf der Marktwirtschaft und auf der Sozialpartnerschaft. Wenn es um die Sozialpartnerschaft geht, spielen die Gesamtarbeitsverträge eine entscheidende Rolle. Die Sozialpartner einer spezifischen Branche haben eine bessere Kenntnis dieser Branche und damit auch eine bessere Kenntnis dessen, was an Löhnen möglich ist. Letztlich muss es immer darum gehen, dass die Firmen wettbewerbsfähig bleiben und dass sie über die Wettbewerbsfähigkeit ihren Platz auf dem Markt verteidigen können.

Von 2007 bis 2012 hat die Zahl der Gesamtarbeitsverträge, die Mindestlöhne kennen, um 19 Prozent zugenommen. Heute sind 1,3 Millionen Arbeitnehmer solchen Gesamtarbeitsverträgen unterstellt. Es sind dies insbesondere Gesamtarbeitsverträge im Gastgewerbe, im Personalverleih und im Reinigungsgewerbe. Dort sind die Löhne am geringsten und am meisten unter Druck. Dort haben wir in den letzten Jahren über die Sozialpartnerschaft und damit über den Gesamtarbeitsvertrag Fortschritte gemacht.

Der Gesamtarbeitsvertrag ist also das Rezept und das Instrument. Der Gesamtarbeitsvertrag ist viel weniger rigide als eine Zahl, wie sie jetzt mit der Initiative vorgeschlagen wird.

Noch eine Zahl zur gesamtarbeitsvertraglichen Situation in diesem Land: Seit 2001 ist der Anteil der einem Gesamtarbeitsvertrag unterstellten Arbeitnehmer von 38 auf 49 Prozent angestiegen. Für den Fall, dass kein Gesamtarbeitsvertrag vorhanden ist und wiederholter Missbrauch festgestellt werden muss, gibt es bei uns heute auch die Möglichkeit, dass tripartite Kommissionen sogenannte Normalarbeitsverträge verfügen. Davon wird Gebrauch gemacht. Das ist nach unserem Verständnis der Sozialpartnerschaft ein zusätzliches Instrument, um die Mindestlöhne und die Lohnvernunft steuern zu können.

Wir sollten nicht an bewährten Grundsätzen der Lohnbildungspolitik rütteln. Es kann nicht die Rolle des Staates sein, bei privaten Unternehmen in die Festsetzung von Löhnen einzugreifen. Die Rolle des Staates ist es, die Leitplanken zu setzen. Das haben wir gemacht, und wir machen es jetzt auch wieder nach Annahme der Minder-Initiative: Das Aktien- und Rechnungslegungsrecht wird verbessert, und die Corporate Governance wird bestmöglich sichergestellt. Eine Annahme der 1:12-Initiative würde nichts anderes bedeuten, als das Fuder zu überladen.

Ich will auch noch ganz kurz zwei, drei Sätze zur Finanzindustrie anfügen; von dort kommt ja die Problematik haupt-

sächlich, und dort sind die Lohnunterschiede am ausgeprägtesten. Es gibt aufgrund der Erfahrungen seit der letzten Finanzkrise eine Bankenregulierung. Die Exzesse bei den Salären in den Finanzinstituten sind Gegenstand ganz spezifischer Massnahmen geworden. Die Finma hat im Oktober 2009 eine Weisung zu den Entlohnungssystemen erlassen. Falls ein Finanzinstitut nicht in der Lage ist, die Kapital- und Liquiditätsanforderungen der Finma zu erfüllen, kann die Finma eine Anpassung des Vergütungssystems oder der vorgesehenen Beträge verlangen.

Zudem wurde am 30. September 2011 – das wurde auch schon erwähnt – im Bankengesetz mit der «Too big to fail»-Vorlage ein neuer Artikel 10a eingeführt. Auch mit diesem Instrument ist die Möglichkeit gegeben, ins Vergütungssystem einzugreifen, wenn systemrelevante Banken oder ihre Konzernobergesellschaften staatliche Beihilfe beanspruchen sollten.

Für den Lebensstandard der Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer ist letztlich ja das verfügbare Einkommen entscheidend. Zusätzlich zum Lohn spielen vor allem die Transferzahlungen und die Abgaben eine grosse Rolle. Der Staat sorgt – Sie haben das alles aufgezählt – über das Steuersystem und über die Sozialleistungen für einen weitreichenden Ausgleich bei der Einkommensverteilung. Die Einkommensverteilung in unserem Land ist im internationalen Quervergleich sogar eher günstig, und die Einkommensverteilung zwischen oben und unten – die Exzesse einmal ausgenommen – ist in den letzten Jahren nicht schlechter geworden.

Ich bitte Sie also, die Initiative ohne Gegenvorschlag abzulehnen. Sie ist nicht das wirksame Mittel gegen die zu hohen Löhne und die extrem abgehobenen Lohnunterschiede. Die bestehenden und die geplanten politischen Massnahmen müssen überzeugendere Resultate bringen.

Die allermeisten Unternehmen sind korrekt unterwegs. Eine Annahme der Initiative «1:12 – Für gerechte Löhne» hätte eine äusserst schlechte Signalwirkung. Da würde die Frage gestellt, wohin das liberale Erfolgsrezept des schweizerischen Arbeitsmarktes geht. Mit diesem liberalen, geordneten, verlässlichen existierenden Arbeitsmarkt sind wir zu Wohlstand, zu Wohlfahrt, zu allgemeiner und zu sozialer Sicherheit gekommen. Eine Annahme dieser Initiative wäre eine Nichteinladung, in diesem Land weiterhin zu investieren. Was wir brauchen, sind aber Investitionseinladungen, denn die Investitionen sind die erste Voraussetzung zur Sicherstellung der Vollbeschäftigung.

Das ist unsere momentane Situation. Trotz allem sind also die Rezepte gut und sind besser als im internationalen Umfeld.

Deshalb bitte ich Sie: Halten wir uns an die bewährten Rezepte, regulieren wir nicht fehlerhaft! Ich bitte Sie, die Initiative «1:12 – Für gerechte Löhne» zur Ablehnung zu empfehlen.

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

Bundesbeschluss betreffend die Volksinitiative «1:12 – Für gerechte Löhne»

Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire «1:12 – Pour des salaires équitables»

Detaillberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre et préambule, art. 1

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 2

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag der Minderheit

(Levrat, Fetz, Recordon, Zanetti)

... die Initiative anzunehmen.

Art. 2

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition de la minorité

(Levrat, Fetz, Recordon, Zanetti)

... d'accepter l'initiative.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit ... 26 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 10 Stimmen

(2 Enthaltungen)

Il presidente (Lombardi Filippo, presidente): Secondo l'articolo 74 capoverso 4 della legge sul Parlamento non vi è votazione sul complesso.

12.028

Kartellgesetz. Änderung

Loi sur les cartels. Modification

Erstrat – Premier Conseil

Botschaft des Bundesrates 22.02.12 (BBl 2012 3905)

Message du Conseil fédéral 22.02.12 (FF 2012 3631)

Ständerat/Conseil des Etats 21.03.13 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 21.03.13 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 21.03.13 (Fortsetzung – Suite)

Grabner Konrad (CE, LU), für die Kommission: Dieses Geschäft hat uns in der Kommission ein Jahr lang begleitet und beschäftigt. Es wird uns auch heute aufgrund der Komplexität und nicht aufgrund der Anzahl Anträge schon noch etwas fordern. Ich werde mir erlauben, auf die einzelnen Details in der Detailberatung einzugehen und die Eintretensdebatte relativ kurz zu gestalten.

Mit der Botschaft zur Änderung des Kartellgesetzes vom 22. Februar 2012 schlägt der Bundesrat einen eigentlichen Paradigmenwechsel im Wettbewerbsrecht vor. Drei Arten von horizontalen und zwei Arten von vertikalen Abreden sollen grundsätzlich verboten sein, ausser sie können durch Effizienzsteigerung gerechtfertigt werden. Es geht hier um das Thema Teilkartellverbot. Auch sollen gemäss Bundesrat die Institutionen mit einer Wettbewerbsbehörde in Form einer selbstständigen Anstalt und eines neuen Wettbewerbsgerichtes beim Bundesverwaltungsgericht grundsätzlich neu gestaltet werden. Damit würde das Gewicht von einem Administrativverfahren zu einem Justizverfahren verlagert. Eine weitere wichtige Änderung ist vor allem die Einführung einer «compliance defense»; es geht dabei um die Massnahmen des Unternehmens zur Verminderung von Kartellverstössen. Letztere werden milder geahndet, wenn ein solches System vorhanden ist. Eine weitere wichtige Änderung ist die Berücksichtigung von Zivilentschädigungen bei der Sanktionsbemessung.

Die Kommission hat sich bezüglich der wichtigsten Punkte wie folgt positioniert:

Zuerst zur Institutionenreform: Diese Institutionenreform ist ein zentrales Thema der bundesrätlichen Vorlage. Sie wurde in der Kommission intensiv diskutiert. Aus dieser Debatte